



COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Revue d'informations

du Bureau de la Représentation de la CEDEAO au Mali

| N° 003 / Juin 2023

REVUE DÉDIÉE À LA PROMOTION DES IDÉAUX, DES PROJETS ET PROGRAMMES DE LA CEDEAO AU MALI

Référendum constitutionnel fixé au 18 juin : une annonce vivement saluée par la classe politique, la société civile et la communauté internationale dont la CEDEAO



BREVES



Suivi de la transition :
le Représentant résident de la CEDEAO reçu
à l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections

COMMISSION



Commémoration du 48^{ème} anniversaire
de la CEDEAO au Mali : sous le signe de
la consolidation des acquis



La publication du présent numéro de la Revue d'informations de la Représentation de la CEDEAO au Mali m'offre l'heureuse opportunité de rendre un hommage mérité aux pionniers de l'indépendance du Mali qui ont, dès les premières heures, cru à l'intégration africaine et aux avantages mutuels qu'elle offrait à nos différents Etats confrontés à des défis internes et externes. Je souhaite qu'elle contribue à mettre en lumière les efforts entrepris ainsi que les perspectives, dans le cadre de la réalisation de la CEDEAO des Peuples, dont l'avènement est vivement attendu par nos concitoyens.

Il me plaît également d'adresser, à notre organisation commune et à ses institutions, mes sincères félicitations à l'occasion du 48ème anniversaire de la CEDEAO, correspondant à l'âge de la maturité. C'est donc l'occasion de célébrer et de rechercher les voies et moyens en vue de renforcer les acquis de ces 48 années du processus d'intégration pour la réalisation duquel notre pays a constamment été à l'avant-garde.

Le Mali a toujours accordé une place de choix au processus de construction d'une intégration africaine et régionale réussie aux plans socio-économique et culturel au profit de nos populations respectives qui ont toujours cultivé le vivre ensemble.

La réalisation de l'Unité Africaine dont nous venons de célébrer la Journée commémorative le 25 mai dernier est inscrite dans les différentes Constitutions du Mali y compris dans le projet de nouvelle Constitution qui sera soumis au vote des Maliens le 18 juin 2023.

Dans cette optique, notre pays a toujours fait montre de son engagement à honorer toutes les dimensions de cette vision panafricaniste contenue dans les différents traités, agendas et protocoles auxquels il a souverainement souscrits et pour lesquels il a bien souvent été un acteur de premier plan.

Il s'agit entre autres des politiques communes d'intégration commerciale et macroéconomique, des infrastructures, de la libre circulation des personnes et des biens dans l'objectif de promouvoir la paix et la prospérité.

Nonobstant les événements récents, le Mali a toujours fait siennes les vertus du dialogue, de la concertation, du bon voisinage et de la bonne foi en souhaitant à chaque occasion davantage de compréhension et de solidarité eu égard au contexte particulier du pays qui exige des efforts inédits, en termes de sécurisation et de restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire, de refondation et de réformes politiques et institutionnelles majeures et profondes, malgré certaines hostilités extérieures injustifiées.

C'est à ce titre qu'en janvier dernier, lors de la première session de la rentrée diplomatique organisée par mon Département, sous le haut parrainage de S.E. le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, sous le prisme du vecteur de la culture et donc de la communauté de destins, nous avons tenu à rappeler les principes cardinaux de la gouvernance politique de notre pays, conformément à la vision du Chef de l'Etat, à savoir : le respect de notre souveraineté, le respect de nos choix stratégiques et de nos partenaires puis la défense des intérêts de nos populations.

Ces principes ouvrent davantage la voie au renforcement de la confiance, de la solidarité et de la fraternité africaines auxquelles le Mali est fermement attaché, notamment dans le cadre de la promotion de l'intégration et la coopération régionales.

Je reste, pour ma part, convaincu que c'est ensemble que nous parviendrons à relever les défis liés à la paix, la stabilité, la sécurité et au développement auxquels nos pays respectifs font face dans un esprit de cohésion, de solidarité et de mobilisation collective qui préserve, et notre souveraineté, et notre dignité, en tant qu'Africains et conscients de notre potentiel et de notre place dans le concert des Nations libres.

Enfin, je salue la Représentation résidente de la CEDEAO au Mali pour les efforts consentis dans le cadre de l'accompagnement du processus de Transition en cours.

Vive l'Intégration Africaine !

S.E.M. Abdoulaye DIOP
Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale

The publication of this issue of the ECOWAS Representation in Mali Information Review provides me with the wonderful opportunity to pay a well-deserved tribute to the pioneers of Mali's independence who, from the very beginning, believed in African integration and the mutual benefits it offered to our various states facing internal and external challenges. I hope that it helps to highlight the efforts made and the perspectives, within the framework of the realization of the ECOWAS of the Peoples, whose advent is eagerly awaited by our citizens.

I also take pleasure in extending my sincere congratulations to our common organization and its institutions on the occasion of the 48th anniversary of ECOWAS, which corresponds to the age of maturity. This is therefore an opportunity to celebrate and seek ways and means to strengthen the gains of these 48 years of the integration process, for the realization of which our country has always been at the forefront.

Mali has always given a prime place to the process of building a successful African and regional integration at the socio-economic and cultural levels for the benefit of our respective populations who have always cultivated living together.

The realization of African Unity, which we just celebrated on its commemorative day last May 25, is inscribed in the various Constitutions of Mali including in the draft new Constitution which will be submitted to the vote of Malians on June 18, 2023.

In this perspective, our country has always shown its commitment to honor all dimensions of this Pan-African vision contained in the different treaties, agendas and protocols to which it has sovereignly subscribed and for which it has often been a leading actor.

This involves among others the common policies of commercial and macroeconomic integration, infrastructure, free movement of people and goods with the objective of promoting peace and prosperity.

Notwithstanding recent events, Mali has always embraced the virtues of dialogue, consultation, good neighborliness and good faith, wishing for more understanding and solidarity given the country's particular context, which requires unprecedented efforts in terms of securing and restoring the state's authority over the entire territory, major and profound re-foundation and institutional reforms, despite some unjustified external hostilities.

Last January, during the first session of the diplomatic return organized by my Department, under the high patron-



age of H.E. Colonel Assimi GOÏTA, President of the Transition, Head of State, under the prism of the culture vector and therefore the community of destinies, we wanted to recall the cardinal principles of our country's political governance, in accordance with the vision of the Head of State, namely: respect for our sovereignty, respect for our strategic choices and our partners, and the defense of the interests of our populations.

These principles further pave the way for strengthening trust, solidarity and African fraternity to which Mali is firmly attached, particularly in the context of promoting regional integration and cooperation.

For my part, I remain convinced that together we will be able to meet the challenges related to peace, stability, security, and development which our respective countries face in a spirit of cohesion, solidarity and collective mobilization that preserves both our sovereignty and our dignity, as Africans aware of our potential and our place in the concert of free nations.

Finally, I salute the resident representation of ECOWAS in Mali for the efforts made in the context of supporting the ongoing Transition process.

Long live African Integration!

H.E.M. Abdoulaye DIOP
Minister of Foreign Affairs and International
Cooperation



P.21



P.32



P.41

Revue éditée par le Bureau de la Représentation de la CEDEAO au Mali

Bamako, Faso Kanu, Rue 31,
B.P.: 4931 Bamako,
Email : cedeaomali@ecowas.int
Site web : www.ecowas.int

Organe conjoint de la Plateforme de collaboration des structures nationales, Représentation et Agences de la CEDEAO au Mali

■ PORTRAIT

Biographie de Goodluck Jonathan, médiateur de la CEDEAO pour le Mali

P.5

■ BREVES

Le Représentant résident de la CEDEAO reçu à l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections

P.7

Echanges autour du processus électoral : des diplomates Africains reçus par le Collège de l'AIGE

P.8

■ ACTUALITE

Référendum constitutionnel fixé au 18 juin : une annonce vivement saluée par la classe politique, la société civile et la communauté internationale dont la CEDEAO

P.9

Référendum du 18 juin : l'AIGE sera fin prête

P.13

Suivi du chronogramme de la transition : le médiateur de la CEDEAO pour le Mali S.E. Dr. Goodluck Ebele Jonathan a effectué une nouvelle visite au Mali
Refondation : remise du premier rapport annuel du CINSERE-ANR au Chef de l'État

P.15

P.17

Maliens établis à l'extérieur et Intégration africaine : des réformes majeures

P.19

Commémoration du 48ème anniversaire de la CEDEAO au Mali : sous le signe de la consolidation des acquis

P.21

La représentation permanente de la CEDEAO au Mali renforce la capacité des acteurs de la société civile pour des élections pacifiques et réussies

P.25

Zone de libre-échange continentale africaine : relever les défis d'intégrations économiques

P.27

Agence pour la Promotion des Investissements (API-Mali) : lancement officiel du Guichet de la Diaspora

P.30

Journée de l'Afrique : sous le signe de l'intégration africaine

P.32

Semaine de l'intégration Africaine : célébration de la journée de l'UA à Bamako

P.35

Semaine Nationale de l'Intégration Africaine : dégustation de mets africains

P.36

Colloque international de l'UCAO et l'EMP : la contribution de la science aux efforts d'intégration pour la paix et le développement au cœur de la 2ème édition

P.37

Semaine Nationale de l'Intégration Africaine : conférence-Débat sur la vision 2050 de la CEDEAO, les défis, les enjeux et les perspectives

P.39

La CEDEAO signe 15 accords de subvention d'une valeur de 1,3 million d'euros pour promouvoir la formation et le renforcement des capacités en agroécologie dans les États membres

P.41

La CEDEAO organise un atelier de suivi et d'évaluation pour renforcer ses interventions en prévention des conflits et consolidation de la paix dans la région

P.43

Renforcement des capacités des États membres de la CEDEAO en vue d'opérer les mécanismes de mise en œuvre et de suivi de la stratégie de transformation numérique pour l'Afrique 2020-2030

P.45

■ INTEGRATION

Festival Nangnerki de Sikasso : une véritable plateforme de l'intégration Africaine (Mali, Niger, Burkina Faso, Sénégal, Cameroun, Tchad)

P.47

Mission de plaidoyer du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG) à l'African Electronic-TRADE Group à Kigali pour un appui à la 2ème phase du projet « 50 Millions de femmes africaines ont la Parole »

P.49

Réunion technique pour examiner les documents clés nécessaires pour propulser le secteur privé de l'espace communautaire

P.51

■ ECONOMIE

Réunion du Comité Régional de la Facilitation des Echanges de la CEDEAO : recherche des voies d'élimination des barrières non tarifaires dans la Région L'Autorité régionale de la concurrence de la CEDEAO sensibilise les parties prenantes à Cabo Verde sur le cadre régional de la concurrence

P.53

P.55

■ CONNAITRE LA CEDEAO

Présentation du Secrétariat Général de la Commission Nationale pour l'Intégration africaine du Mali

P.57

Réunion des experts du Comité Ministériel ad hoc sur la construction du nouveau siège des institutions de la CEDEAO à Abuja

P.61

RECRUTEMENTS A LA CEDEAO

P.63



Biographie de Goodluck Jonathan, médiateur de la CEDEAO pour le Mali

Biography of Goodluck Jonathan, ECOWAS Mediator for Mali



Monsieur Goodluck Jonathan est né le 20 novembre 1957, à Otueke, dans la zone d'Ogbia (anciennement dans l'État de Rivers et actuellement dans l'État de Bayelsa), d'une famille de fabricants de canots. Il est titulaire d'un doctorat de zoologie de l'université de Port Harcourt. Il détient également une maîtrise des sciences en hydrobiologie et en biologie de la pêche. Après ses études, il devient Inspecteur d'école, lecteur à l'Université et Chargé de la protection environnementale. Il entre en politique en 1998.

Jonathan est élu Vice-gouverneur de l'État de Bayelsa, État producteur de pétrole du sud du pays, le 29 mai 1999.

Le PDP élit Umaru Yar'Adua comme candidat pour l'élection présidentielle d'avril 2007 et ce dernier choisit

Mr. Goodluck Jonathan was born on November 20, 1957, in Otueke, within the Ogbia area (formerly in Rivers State, and presently in Bayelsa State), from a family of canoe makers. He holds a doctorate in Zoology from the University of Port Harcourt. He also has a master's degree in Hydro-biology and Fisheries Biology. After his studies, he served as a School Inspector, a University Lecturer, and an Environmental Protection Officer. He entered politics in 1998.

Jonathan was elected as the Deputy Governor of Bayelsa State, a southern oil-producing state, on May 29, 1999.

The PDP elected Umaru Yar'Adua as the candidate for the presidential election in April 2007, and the



Jonathan comme candidat à la vice-présidence. Le choix de Jonathan comme candidat à la vice-présidence est fondé sur la division géographico-religieuse du pays : si Yar'Adua représente le Nord musulman, Jonathan représente lui le Sud chrétien.

En tant que vice-président, il est également membre du Conseil national de sécurité et du Conseil de défense nationale. Il est aussi président du Conseil économique national.

Du 23 novembre 2009 au 23 février 2010, le président Yar'Adua est hospitalisé à Djeddah en Arabie saoudite. Poussé par la puissante association des Gouverneurs et par un vote du Sénat le 9 février, Jonathan accepte d'être investi Président par intérim. Il prête serment le 6 mai 2010.

Le 16 avril 2011, Jonathan remporte l'élection présidentielle dès le premier tour avec 57% des voix contre 31% à Muhammadu Buhari. Un de ses premiers objectifs est de réformer le secteur énergétique afin d'approvisionner de manière stable en électricité l'intégralité du pays. Le 11 octobre 2011, Goodluck Jonathan lance le plan Youth Enterprise with Innovation in Nigeria (YOUWIN), un concours destiné à exploiter l'énergie créatrice des jeunes âgés de 18 à 35 ans. L'initiative doit créer entre 40 000 et 50 000 emplois durables à l'horizon 2014.

Le 28 mars 2015, il est battu lors de l'élection présidentielle face au Général et ancien chef de l'État Muhammadu Buhari. Il accepte sa défaite, demandant à ses partisans d'accepter le résultat des urnes : « L'ambition de quiconque ne justifie pas qu'on verse le sang d'un Nigérian (...) L'unité, la stabilité et le progrès de notre cher pays importent plus que tout ». Il s'agit de la première alternance démocratique au Nigéria.

En Août 2020, il est désigné médiateur de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour le Mali suite à la démission du Président Ibrahim Boubacar Keïta.

Docteur honoris causa de l'Institute of Management and Public Administration d'Accra, en public et en privé, Goodluck Jonathan apparaît le plus souvent coiffé d'un chapeau Stetson noir, ce qui le rend facilement reconnaissable.

latter chose Jonathan as the vice-presidential candidate. The selection of Jonathan as a vice-presidential candidate was based on the geographic-religious division of the country: while Yar'Adua represents the Muslim North, Jonathan himself represents the Christian South.

As Vice President, he is also a member of the National Security Council and the National Defense Council. He is also the chairman of the National Economic Council.

From November 23, 2009, to February 23, 2010, President Yar'Adua was hospitalized in Jeddah, Saudi Arabia. Pressed by the powerful Governors Association and by a Senate vote on February 9, Jonathan agreed to be inaugurated as Acting President. He took the oath on May 6, 2010.

On April 16, 2011, Jonathan won the presidential election in the first round with 57% of the votes against 31% for Muhammadu Buhari. One of his initial goals is to reform the energy sector to provide a stable electricity supply to the entire country. On October 11, 2011, Goodluck Jonathan launched the Youth Enterprise with Innovation in Nigeria (YOUWIN) plan, a competition designed to harness the creative energy of young people aged 18 to 35. The initiative is set to create between 40,000 and 50,000 sustainable jobs by 2014.

On March 28, 2015, he was defeated in the presidential election by General and former head of state Muhammadu Buhari. He accepted his defeat, urging his supporters to accept the election result: «No one's ambition justifies the shedding of a Nigerian's blood (...) The unity, stability, and progress of our dear country matter more than anything else.» This represented the first democratic transition in Nigeria.

In August 2020, he was appointed mediator for the Economic Community of West African States (ECOWAS) for Mali following the resignation of President Ibrahim Boubacar Keïta.

Honorary Doctorate recipient from the Institute of Management and Public Administration in Accra, in public and private, Goodluck Jonathan is most often seen wearing a black Stetson hat, which makes him easily recognizable.



Le Représentant résident de la CEDEAO reçu à l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections



Le Président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE) Me Moustapha SM CISSE a reçu en audience ce jour Jeudi 23 mars 2023 au siège de l'institution, une délégation de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest, conduite par son représen-

tant résident, SEM Mario Fernandes.

Pour la circonstance, il était entouré du Pr. Bréhima FOMBA et de Madame Daou Hawa KANTE tous commissaires et respectivement rapporteur et rapporteur adjoint de l'AIGE.

Les échanges ont porté sur le processus électoral en cours et les modalités d'accompagnement de l'institution sous-régionale pour l'organisation d'élections libres, crédibles et transparentes.

The Resident Representative of ECOWAS received at the Independent Authority for Election Management

The President of the Independent Authority for Election Management (IAEM), Mr. Moustapha SM CISSE, received in audience on this day, Thursday, March 23, 2023, at the institution's

headquarters, a delegation from the Economic Community of West African States, led by its resident representative, His Excellency Mario Fernandes.

For the occasion, he was accompanied by Prof. Bréhima FOMBA and Mrs. Daou Hawa KANTE, both commissioners and respectively the reporter and deputy reporter of the IAEM.

The discussions focused on the ongoing electoral process and the modalities for the sub-regional institution's support for the organization of free, credible, and transparent elections.

Echanges autour du processus électoral : des diplomates Africains reçus par le Collège de l'AIGE



Le Président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections Me Moustapha SM CISSE, entouré de l'ensemble de ses collègues commissaires a reçu en audience le vendredi 24 mars 2023 au siège de l'institution, une délégation du Groupe Africain des Ambassadeurs des États de l'Union Africaine,

conduite par SEM Birame M. Diagne, Ambassadeur du Sénégal en République du Mali, doyen du Groupe des Ambassadeurs africains.

Les échanges ont porté essentiellement sur le processus électoral en cours. Affirmant que l'AIGE est l'espoir du Mali de la sous-région, le

chef de la délégation du Groupe des Ambassadeurs africains a rassuré le Président de l'AIGE de l'engagement de leurs pays à soutenir le processus de Transition. Le Secrétaire Général et les Chefs des Départements Techniques de l'AIGE ont également pris part à cette audience.

Discussions around the Electoral Process : African Diplomats received by the IAEM Board

The President of the Independent Authority for Election Management, Mr. Moustapha SM CISSE, surrounded by all his fellow commissioners, received a delegation from the African Group of Ambassadors from the member States of the African Union on Fri-

day, March 24, 2023, at the institution's headquarters. The delegation was led by His Excellency Birame M. Diagne, Ambassador of Senegal to the Republic of Mali, and the dean of the Group of African Ambassadors.

The discussions mainly focused on the ongoing electoral process.

Affirming that the IAEM is the hope of Mali and the sub-region, the leader of the delegation from the Group of African Ambassadors reassured the President of the IAEM of their countries' commitment to supporting the Transition process. The Secretary-General and the Heads of the Technical Departments of the IAEM also participated in this meeting.



Référendum constitutionnel fixé au 18 juin : une annonce vivement saluée par la classe politique, la société civile et la communauté internationale dont la CEDEAO

Constitutional Referendum Set for June 18 : An announcement warmly welcomed by the political class, civil society, and the international community including ECOWAS.

Partis politiques, organisations de la société civile et communauté internationale accueillent avec optimisme cette décision des autorités. Elle donne le coup d'envoi des différentes échéances électorales devant conduire au retour à l'ordre constitutionnel au Mali. Par le décret n°2023-0276/PT-RM du 05 mai 2023, portant convocation du collège électoral, ouverture et clôture de la campagne électorale à l'occasion du référendum constitutionnel, le président de la Transition a fixé la date du référendum pour l'adoption de la nouvelle Constitution du Mali au dimanche 18 juin prochain.

L'annonce a été faite vendredi dernier par le ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga à la télévision nationale. «Le collège électoral est convoqué le dimanche 18 juin 2023, sur toute l'étendue du territoire national et dans les missions diplomatiques et consulaires de la République du Mali, à l'effet de se prononcer sur le projet de Constitution. Les membres des Forces de défense et de sécurité (FDS) voteront, par anticipation, le dimanche 11 juin 2023», indique le décret, soulignant que la campagne électorale à l'occasion du référendum constitutionnel, sera ouverte le vendredi 02 juin 2023 à zéro heure. Elle sera close le vendredi 16 juin 2023 à minuit.

Les électeurs auront à répondre par «OUI» ou par «NON» à la question : «Approuvez-vous le projet de Constitution ?». Le bulletin de vote de couleur blanche correspond au «OUI» et le bulletin de vote de couleur rouge au «NON». Il convient de signaler que le projet de Constitution soumis au référendum est initié dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des As-

Political parties, civil society organizations, and the international community are optimistically welcoming this decision by the authorities. It gives the starting signal for the various electoral milestones leading to the return to constitutional order in Mali.

By decree n°2023-0276/PT-RM of May 5, 2023, calling the electoral college, opening, and closing the electoral campaign on the constitutional referendum, the President of the Transition has set the date for the referendum for the adoption of the new Constitution of Mali to Sunday, June 18 next.

The announcement was made last Friday by the Minister of State, Minister of Territorial Administration and Decentralization, and Government Spokesman, Colonel Abdoulaye Maïga on national television. «The electoral college is convened on Sunday, June 18, 2023, throughout the national territory and in the diplomatic and consular missions of the Republic of Mali, to vote on the draft Constitution. Members of the Defense and Security Forces (FDS) will vote, in anticipation, on Sunday, June 11, 2023,» states the decree, noting that the electoral campaign for the constitutional referendum will open on Friday, June 2, 2023, at zero hours. It will close on Friday, June 16, 2023, at midnight.

Voters will have to answer «YES» or «NO» to the question: «Do you approve of the draft Constitution?» The white ballot corresponds to «YES» and the red ballot to «NO». It should be noted that the



sises nationales de la refondation (ANR). Il a été élaboré de façon participative avec les représentants de toutes les forces vives de la nation. Le projet de décret est adopté conformément aux dispositions de la loi électorale qui prévoit la convocation des électeurs par décret pris en Conseil des ministres et sa publication au moins un mois avant le scrutin.

Rappelons que le référendum pour la nouvelle Constitution, initialement prévu pour le 19 mars 2023, avait été reporté par les autorités de la Transition sans qu'une nouvelle date ne soit annoncée. Le ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le colonel Abdoulaye Maïga, avait fait cette annonce en conférence de presse. Dans le communiqué lu devant les journalistes, le Porte-parole du gouvernement avait expliqué les raisons de ce léger report : la ferme volonté des autorités de la Transition d'appliquer les recommandations des ANR notamment la pleine opérationnalisation de l'Autorité indépendante de gestion des élections (Aige) à travers l'installation de ses démembrements dans les 19 régions administratives du pays et dans le District de Bamako. La prise en compte de la question de la carte nationale biométrique sécurisée, faisant office de carte d'électeur et la nécessité de vulgarisation du projet de Constitution, figurent parmi les raisons évoqués par le ministre.

SOUTIENS INDÉFACTIBLES

L'Union pour la République et la démocratie (URD), l'Alliance Mali Tagnè, le Front uni pour la sauvegarde de l'intégrité du Mali (Fusi-Mali) ont salué cette décision de l'annonce de la date pour la tenue du référendum par le président de la Transition. Ils réitèrent leurs soutiens indéfectibles aux autorités de la Transition et invitent par ailleurs nos compatriotes à retirer leurs cartes biométriques. Dans un communiqué publié vendredi, la Commission de la CEDEAO a indiqué avoir appris avec satisfaction la convocation du collège électoral pour la tenue du référendum constitutionnel à l'effet d'adopter la nouvelle Constitution de la République du Mali.

«La Commission de la CEDEAO félicite le gouvernement de la Transition pour cette décision qui marque une étape importante dans la mise en œuvre du chronogramme de la Transition en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel», indique le document. Occasion pour l'organisation communautaire de réitérer sa disponibilité

draft Constitution submitted to the referendum is initiated in the framework of the implementation of the recommendations of the National Refoundation Conferences (ANR). It was developed in a participatory manner with representatives from all active forces of the nation. The draft decree is adopted in accordance with the provisions of the electoral law, which provides for the convening of voters by decree taken in the Council of Ministers and its publication at least one month before the election.

Recall that the referendum for the new Constitution, originally scheduled for March 19, 2023, had been postponed by the Transition authorities without a new date being announced. The Minister of State, Minister of Territorial Administration and Decentralization, Colonel Abdoulaye Maïga, had made this announcement at a press conference.

In the statement read in front of journalists, the Government Spokesman explained the reasons for this slight postponement: the firm will of the Transition authorities to apply the recommendations of the ANR, particularly the full operationalization of the Independent Authority for Election Management (AIGE) through the installation of its branches in the 19 administrative regions of the country and in the District of Bamako. The consideration of the issue of the secure national biometric card, serving as a voter card, and the need to popularize the draft Constitution, are among the reasons cited by the Minister.

Unwavering Support

The Union for the Republic and Democracy (URD), the Alliance Mali Tagnè, and the United Front for the Safeguarding of Mali's Integrity (Fusi-Mali) welcomed this decision of the announcement of the date for the holding of the referendum by the President of the Transition. They reiterate their unwavering support for the Transition authorities and further invite our compatriots to collect their biometric cards.

In a statement issued on Friday, the ECOWAS Commission stated that it was pleased to learn of the convening of the electoral college for the holding of the constitutional referendum to adopt the new Constitution of the Republic of Mali.



à accompagner le gouvernement tout au long du processus de Transition vers un retour à l'ordre constitutionnel.

Dans la même veine, le Comité local de suivi de la Transition au Mali, composé de la CEDEAO, de l'Union africaine et de la Minusma, s'est aussi félicité de la décision prise par les autorités maliennes sur la tenue du référendum constitutionnel le 18 juin 2023. Ce référendum, initialement prévu le 19 mars dernier, constitue le premier des différents scrutins qui aboutiront à la restauration de l'ordre constitutionnel en mars 2024, conformément au calendrier de la Transition.

Le Comité local, qui relève en outre les différentes mesures prises par les autorités de la Transition depuis juin 2022, y compris l'adoption et la promulgation d'une nouvelle loi électorale, le processus en cours d'opérationnalisation de l'AIGE et l'adoption des lois sur la réorganisation territoriale, réaffirme son engagement à continuer à accompagner les autorités maliennes. Il lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte tout le soutien technique, logistique et financier nécessaire pour l'aboutissement de la Transition dans les délais convenus.

BOUCHÉES DOUBLES

De son côté, le président de la Mission d'observation des élections au Mali (Modele Mali) s'est félicité de l'annonce de cette nouvelle date pour la tenue du référendum constitutionnel. «Nous sommes en phase avec ce décret. Car l'article 148 de la loi électorale précise que le décret doit être pris et cela a été fait en conformité avec les dispositions légales qui existent en République du Mali», s'est réjoui Dr Ibrahima Sangho. Toutefois, pour la réussite du scrutin référendaire, il invite les autorités à prendre des mesures fortes en ce qui concerne la carte nationale biométrique sécurisée conformément aux exigences de la loi électorale modifiée en novembre dernier. Selon cette nouvelle disposition, les cartes nationales biométriques ne seront pas disponibles.

Pour lui, il s'agira donc pour le gouvernement de mettre les bouchées doubles pour que les cartes biométriques soient distribuées à tous les Maliens singulièrement aux huit millions d'électeurs potentiels qui doivent voter lors du référendum. «La production et la distribution des cartes nationales d'identité biométriques doivent être une priorité absolue pour le gouvernement. Au même titre que la finalisation par l'AIGE de la mise en place de

«The ECOWAS Commission congratulates the Transition government on this decision, which marks a significant step in the implementation of the Transition timetable with a view to returning to constitutional order,» the document states. This provides an opportunity for the community organization to reiterate its readiness to support the government throughout the Transition process toward a return to constitutional order.

Similarly, the Local Transition Monitoring Committee in Mali made up of ECOWAS, the African Union, and the MINUSMA, also welcomed the decision taken by the Malian authorities to hold the constitutional referendum on June 18, 2023. This referendum, initially scheduled for last March 19, is the first of the various elections that will lead to the restoration of constitutional order in March 2024, according to the Transition timetable.

The Local Committee, which also highlights the various measures taken by the Transition authorities since June 2022, including the adoption and promulgation of a new electoral law, the ongoing process of operationalizing the AIGE, and the adoption of laws on territorial reorganization, reaffirms its commitment to continue to support the Malian authorities. It calls on the international community to provide all necessary technical, logistical, and financial support to complete the Transition within the agreed timelines.

Double Effort

On his part, the President of the Election Observation Mission in Mali (Modele Mali) welcomed the announcement of this new date for the holding of the constitutional referendum. «We are in phase with this decree. Because Article 148 of the electoral law specifies that the decree must be taken and this has been done in compliance with the legal provisions that exist in the Republic of Mali,» said Dr. Ibrahima Sangho. However, for the success of the referendum, he calls on the authorities to take strong measures regarding the secure national biometric card in accordance with the requirements of the electoral law amended last November. According to this new provision, biometric national cards will not be available.



ses démembrements au niveau des régions, communes, ambassades et consulats», a-t-il recommandé, soulignant qu'il faudrait que très rapidement les coordinations de l'Aige puissent être mises en place partout où cela est nécessaire.

Même accueil favorable chez le président du Cercle de réflexion et d'information pour la consolidation de la démocratie (Cri 2002) Dr Abdoulaye Sall qui a salué cette décision présidentielle qui constitue une réelle avancée dans le respect du chronogramme de la Transition pour le retour à un ordre constitutionnel normal. Mais également sur le plan du respect de l'engagement du Mali vis-à-vis de l'opinion publique nationale et auprès des partenaires internationaux notamment la Cedeao, l'Union africaine et Conseil de sécurité des Nations unies.

Au-delà du respect du chronogramme électoral, il est important de travailler sur le référendum qui constitue un type d'élection à travers lequel le peuple est appelé à se prononcer sur les questions importantes de la nation. Notamment l'organisation de notre système démocratique et l'état de droit de façon générale. « L'enjeu et le défi, c'est de pouvoir mettre le Mali au-dessus de toutes autres considérations, accepter un certain nombre de compromis pour qu'on puisse progresser dans la marche vers le retour à l'ordre constitutionnel normal», a conseillé Dr Abdoulaye Sall.

SOURCE : L'ESSOR / DR

For him, the government must therefore make a double effort so that the biometric cards are distributed to all Malians, particularly the eight million potential voters who must vote in the referendum. «The production and distribution of biometric national identity cards must be an absolute priority for the government. The same is true for the finalization by the AIGE of the establishment of its branches at the regional, communal, embassy, and consulate levels,» he recommended, noting that the AIGE's coordination teams should be put in place wherever necessary as quickly as possible.

The president of the Circle for Reflection and Information for the Consolidation of Democracy (Cri 2002), Dr. Abdoulaye Sall, also welcomed this presidential decision, which is a real advance in respecting the Transition timetable for the return to normal constitutional order. But also, in terms of respecting Mali's commitments to national public opinion and to international partners, particularly ECOWAS, the African Union, and the United Nations Security Council.

Beyond respect for the electoral timetable, it is important to work on the referendum, which is a type of election through which the people are called upon to express their opinion on important national issues. Particularly the organization of our democratic system and the rule of law in general. «The challenge and the issue are to be able to put Mali above all other considerations, to accept a certain number of compromises so that we can make progress in the march towards the return to normal constitutional order,» advised Dr. Abdoulaye Sall.

Source: L'Essor / DR





Référendum du 18 juin : l'AIGE sera fin prête

Referendum on June 18 : AIGE will be ready

Le président de l'Autorité indépendante de gestion des élections (Aige) en a donné l'assurance le 9 mai face à la presse. Me Moustapha Cissé a expliqué que les préparatifs du scrutin référendaire vont bon train au niveau de sa structure. Pour preuve, l'installation des coordinations de l'Autorité à travers le pays a atteint un taux de 90%. Un grand pas a été aussi franchi par rapport au fichier électoral

Conformément à la loi électorale en vigueur, les autorités de la Transition ont convoqué le collège électoral la semaine dernière, pour la tenue du scrutin référendaire le 18 juin prochain. Cette convocation étant une prérogative de l'état a été faite en totale concertation avec l'Autorité indépendante de gestion des élections (Aige).

C'est ce qui ressort du premier point de presse animé hier par le président de l'Autorité, Me Moustapha Cissé, au siège de la structure. La rencontre avec un parterre de représentants de médias nationaux et internationaux a été l'occasion pour lui de réaffirmer que l'Aige s'inscrit dans le délai du chronogramme conformément aux engagements pris par les autorités de la Transition devant le peuple et les partenaires.

Selon le président de l'Aige, les compétences ne manquent pas au niveau de sa structure en termes d'organisation du scrutin. «En ce qui concerne l'Aige, en termes d'organisation, nous sommes prêts», a-t-il assuré, ajoutant que l'installation des coordinations de l'Aige est un processus déjà en cours avec un taux de 90%.

Selon l'article 5 de la loi électorale, l'Aige peut bénéficier à tout moment de l'appui de l'administration. Et l'Autorité indépendante s'est inscrite dans cette dynamique pour demander à l'administration, depuis quelques temps, la mise en place du processus et l'écoute des différentes structures et organisations qui devraient proposer les différentes composantes de l'Autorité.

«Nous avons écrit officiellement à l'Administration territoriale pour demander son appui conformément aux dispositions de la loi électorale pour la désignation des

The president of the Independent Authority for the Management of Elections (AIGE) assured this yesterday during a press conference. Mr. Moustapha Cissé explained that the preparations for the referendum vote are progressing well within his organization. As evidence, the installation of the Authority's coordination throughout the country has reached a rate of 90%. A significant step has also been made regarding the electoral roll.

In accordance with the electoral law in force, the Transition authorities convened the electoral college last week for the holding of the referendum on June 18. This convocation, being a prerogative of the state, was made in total coordination with the Independent Authority for the Management of Elections (AIGE).

This is what emerges from the first press point animated yesterday by the president of the Authority, Mr. Moustapha Cissé, at the headquarters of the structure. The meeting with a cross-section of representatives from national and international media was an opportunity for him to reaffirm that AIGE is aligned with the timeline of the schedule in accordance with the commitments made by the Transition authorities to the people and the partners.

According to the president of AIGE, there is no shortage of skills within his structure in terms of election organization. «As far as AIGE is concerned, in terms of organization, we are ready,» he assured, adding that the installation of the AIGE coordinations is already an ongoing process with a rate of 90%.

According to Article 5 of the electoral law, AIGE can benefit at any time from the support of the administration. And the Independent Authority has engaged in this dynamic to ask the administration, for some time now, to set up the process and listen to the different structures and organizations that should propose the different components of the Authority.



membres des différentes composantes qui doivent siéger au sein de différentes compilations de l'Aige», a révélé Me Moustapha Cissé.

Il faut rappeler que les représentants de l'administration, des partis politiques ainsi que de la société civile ont déjà été désignés. Il ne reste que leur nomination et leur installation à travers la prestation de serment. «C'est pour vous dire que nous ne sommes pas en retard», a-t-il assuré.

En termes d'organisation structurelle, l'Autorité indépendante de gestion des élections et l'ensemble de ses composantes se mettront au travail pour être au rendez-vous de la tenue du scrutin référendaire à la date du 18 juin prochain. «Les coordinations vont être mises en place et l'Aige a tous les moyens matériels et financiers pour pouvoir accomplir cette mission», a souligné le président Cissé.

Selon lui, des informations seront fournies la semaine prochaine concernant le fichier électoral. Les travaux sur ce document ont d'ailleurs commencé avec la mise en place des matériels dont l'impression des extraits des listes par bureau de vote. Cependant,

Me Moustapha Cissé informera qu'il serait extrêmement difficile, compte tenu du délai, de partir sur la base du découpage administratif nouveau. «Nous sommes en train d'aller vers l'utilisation des cartes d'électeur qui vont être complétées par les éléments d'identification pour ce scrutin», a-t-il précisé, ajoutant qu'il est question de rassurer les uns et les autres, surtout ceux qui sont sceptiques que la dynamique est enclenchée de façon volontariste et responsable pour l'accomplissement de tout ce qui doit pouvoir être fait.

Des personnes ayant des connaissances en matière d'élection seront recrutées au sein des coordinations et du Collège pour mener à bien le scrutin, a annoncé le conférencier, qui a invité tous les citoyens à s'impliquer davantage dans le processus pour la réussite de ce scrutin important pour l'avenir de notre pays car il porte sur la loi fondamentale.

Dans un souci d'inclusivité, l'Aige s'entretiendra avec les partis et la société civile, a annoncé Me Moustapha Cissé.

SOURCE : L'ESSOR / DR

«We have officially written to the Territorial Administration to ask for its support in accordance with the provisions of the electoral law for the appointment of members of the different components that must sit within the different compilations of AIGE,» revealed Mr. Moustapha Cissé.

It should be recalled that the representatives of the administration, political parties, and civil society have already been designated. Only their appointment and installation remain through the taking of the oath. «This is to tell you that we are not late,» he assured.

In terms of structural organization, the Independent Authority for the Management of Elections and all its components will get to work to be ready for the holding of the referendum on June 18. «The coordinations will be put in place and AIGE has all the material and financial means to accomplish this mission,» emphasized President Cissé.

According to him, information will be provided next week about the electoral roll. Work on this document has indeed begun with the setting up of materials including the printing of excerpts from lists by polling station. However, Mr. Moustapha Cissé will inform you that it would be extremely difficult, given the deadline, to go based on the new administrative division. «We are going towards the use of voter cards that will be completed by identification elements for this election,» he specified, adding that it is about reassuring everyone, especially those who are skeptical, that the dynamics are initiated in a voluntarist and responsible manner for the accomplishment of everything that must be able to be done.

People with knowledge of election matters will be recruited within the coordination and the College to conduct the election properly announced the speaker, who invited all citizens to get more involved in the process for the success of this important election for the future of our country as it focuses on the basic law.

In a concern for inclusivity, AIGE will have discussions with parties and civil society, announced Mr. Moustapha Cissé.

Source: L'Essor / DR



Suivi du chronogramme de la transition : le médiateur de la CEDEAO pour le Mali S.E. Dr. Goodluck Ebele Jonathan a effectué une nouvelle visite au Mali

Monitoring the transition timeline : The ECOWAS mediator for Mali, H.E. Dr. Goodluck Ebele Jonathan has made a new visit to Mali.



Le Médiateur de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour le Mali, Son Excellence Docteur Goodluck Ebele Jonathan a effectué une visite à Bamako, du 20 au 22 février 2023.

S'inscrivant dans le cadre du suivi du chronogramme de la transition, au cours de son séjour, le Médiateur a successivement rencontré le Comité de Suivi Local de la

The Mediator of the Economic Community of West African States (ECOWAS) for Mali, His Excellency Dr. Goodluck Ebele Jonathan, made a visit to Bamako from February 20 to 22, 2023.

As part of monitoring the transition schedule, during his stay, the Mediator successively met with the Local Transition Monitoring Committee (CLST), the Minister of Foreign Affairs and International Coopera-



Transition (CLST), le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale du Mali, l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE), la Médiation Internationale dans le cadre de l'Accord pour la Paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, le Comité interministériel de suivi des réformes politiques et institutionnelles, la classe politique et la société civile et le Président de la Transition.

Les échanges lors des rencontres ont porté sur le processus de mise en œuvre de l'Accord, le référendum constitutionnel, l'opérationnalisation de l'AIGE, l'avancée du chronogramme des réformes politiques et institutionnel.

Au terme de sa visite, le Médiateur Docteur Goodluck Ebele Jonathan s'est réjoui des avancées constatées et appelé les autorités de la Transition malienne à poursuivre les efforts pour le respect du délai convenu, l'inclusivité autour des réformes politiques et institutionnelles et pour la restauration du dialogue avec les mouvements signataires dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord.

tion of Mali, the Independent Authority for Election Management (AIGE), the International Mediation as part of the Peace and Reconciliation Agreement from the Algiers process, the inter-ministerial committee for monitoring political and institutional reforms, the political class and civil society, and the President of the Transition.

Discussions during the meetings focused on the process of implementing the Agreement, the constitutional referendum, the operationalization of AIGE, and the advancement of the political and institutional reform schedule.

At the end of his visit, Mediator Dr. Goodluck Ebele Jonathan was pleased with the progress observed and called on the Malian Transition authorities to continue their efforts to respect the agreed timeline, inclusiveness around political and institutional reforms, and to restore dialogue with the signatory movements as part of the implementation of the Agreement.





Refondation : remise du premier rapport annuel du CINSERE-ANR au Chef de l'État

Refoundation : Submission of the first annual report of the CINSERE-ANR to the Head of State



Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a présidé, le lundi 08 mai 2023, la cérémonie de remise officielle du rapport annuel du Comité indépendant de suivi-évaluation de la mise en œuvre des recommandations des Assises nationales de la refondation (CINSERE-ANR).

C'était en présence du Premier ministre, de l'ensemble des membres du CINSERE-ANR, des membres du Gouvernement, des Présidents des institutions de la République.

Me Amadou Tioulé DIARRA, Coordinateur Général du Comité, à l'entame de ses propos, a rappelé que cette cérémonie est le témoignage de l'engagement de Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, à mettre en œuvre une volonté nationale exprimée en décembre 2021, par les Maliens depuis les zones les plus reculées jusque dans la capitale à Bamako. Des milliers de personnes, femmes et hommes, jeunes et vieilles personnes, tous les ordres socioprofessionnelles,

The Transitional President, HE Colonel Assimi GOÏTA, Head of State, presided over, on Monday, May 8, 2023, the official submission ceremony of the annual report of the Independent Committee for Monitoring and Evaluation of the implementation of the recommendations of the National Assemblies of Refoundation (CINSERE-ANR).

This was in the presence of the Prime Minister, all the members of the CINSERE-ANR, members of the Government, and the Presidents of the institutions of the Republic.

Mr. Amadou Tioulé DIARRA, General Coordinator of the Committee, at the start of his remarks, recalled that this ceremony is a testimony to the commitment of His Excellency Colonel Assimi GOÏTA, Transitional President, Head of State, to implement a national will expressed in December 2021, by Malians from the most remote areas to the capital in Bamako. Thou-



politiques et de la société civile se sont mobilisés en artisan de la paix pour faire l'inventaire des problèmes dont le pays est confronté, a indiqué le Coordinateur du Comité. Leur ambition était d'identifier les principaux défis à relever pour la reconstruction du Mali.

Il a précisé que les participants, dans le cadre d'un bouillonnement intellectuel, ont fait parvenir au Comité 517 recommandations que le gouvernement a traduit en objectif à atteindre, assortie de cible chiffrée. Cet ensemble est susceptible de faire l'objet de suivi-évaluation dans un cadre stratégique de la refondation.

Me Tioulé DIARRA a laissé entendre que sur la base des objectifs, 05 axes sont énoncés pour mettre en œuvre les 517 recommandations ou actions en 03 catégories, 55 actions prioritaires, 153 actions prioritaires complémentaires et 309 actions non prioritaires pour la période de la Transition.

Le coordinateur du CINSERE-ANR a expliqué que le présent rapport fait l'état de la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation pendant la période du 1er janvier 2022 au 31 mars 2023. Selon ses précisions, en termes de bilan, sur les 55 actions prioritaires, 12 sont totalement réalisés soit 21,82 % ; 34 sont en cours de réalisation, soit 61,82 %. Les actions prioritaires dont la mise en œuvre n'a pas encore commencé sont au nombre de 09 et représentent 16,36 % des actions prioritaires de la transition. Selon le Chef de l'État, « les recommandations des Assises Nationales de la Refondation ont servi de référence pour l'élaboration par le gouvernement du cadre stratégique de la refondation de l'État pour conférer à la voix du peuple un caractère sacré dont le respect conditionne en permanence le renforcement des liens de confiance entre les autorités et la population ».

Le Président GOITA a rappelé que la mise en place du Comité indépendant de suivi-évaluation de la mise en œuvre des recommandations des Assises nationales de la refondation répond à un impératif de transparence qui doit désormais caractériser la gestion des affaires publiques. Il a également adressé ses encouragements aux membres du CINSERE-ANR pour le travail remarquable accompli.

SOURCE : PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI

sands of people, women, and men, young and old, all socio-professional, political, and civil society orders, mobilized as artisans of peace to inventory the problems that the country is facing, said the Committee Coordinator. Their ambition was to identify the main challenges to be met for the reconstruction of Mali.

He specified that the participants, in the context of an intellectual effervescence, sent 517 recommendations to the Committee that the government translated into an objective to be achieved, accompanied by a numerical target. This whole is likely to be monitored and evaluated in a strategic framework for the refoundation.

Mr. Tioulé DIARRA hinted that based on the objectives, 05 axes are stated to implement the 517 recommendations or actions in 03 categories, 55 priority actions, 153 complimentary priority actions, and 309 non-priority actions for the period of the Transition.

The coordinator of the CINSERE-ANR explained that this report reviews the implementation of the recommendations of the National Assemblies of Refoundation during the period from January 1, 2022, to March 31, 2023. According to his details, in terms of results, of the 55 priority actions, 12 are fully completed, which is 21.82%; 34 are in progress, or 61.82%. The priority actions whose implementation has not yet started are 09 in number and represent 16.36% of the priority actions of the transition.

According to the Head of State, «the recommendations of the National Assemblies of Refoundation have served as a reference for the government's elaboration of the strategic framework for the refounding of the State to give the voice of the people a sacred character whose respect permanently conditions the strengthening of the bonds of trust between the authorities and the population».

President GOITA recalled that the establishment of the Independent Committee for Monitoring and Evaluation of the implementation of the recommendations of the National Assemblies of Refoundation responds to a requirement of transparency which must now characterize the management of public affairs. He also sent his encouragement to the members of the CINSERE-ANR for the remarkable work accomplished.

Source : Presidency of the Republic of Mali



Maliens établis à l'extérieur et Intégration africaine : des réformes majeures

Malian Citizens Abroad and African Integration : Major reforms

Le ministre des Maliens établis à l'extérieur et de l'Intégration africaine, Alhamdou Ag Ilyene était l'invité de l'émission «Mali Kura Tassira» de la Télévision nationale. Au cours de cette rencontre, le ministre Ag Ilyene a abordé plusieurs sujets, dont le statut de Maliens établis de l'extérieur, la prolifération des associations créées à l'extérieur par nos compatriotes, les migrants revenus au bercaïl et leur accompagnement par l'état etc. La première question a porté sur le statut de Malien établi à l'extérieur et la réponse du ministre Ag Ilyene a été on ne peut plus clair. Pour être considéré comme Malien établi à l'extérieur, a expliqué l'invité du jour, il faut résider à l'étranger depuis au moins six mois, conformément au décret n°2021-610/PT du 13 septembre 2021 portant détermination du statut de Maliens établis à l'extérieur et du migrant de retour. Selon le ministre des Maliens établis à l'extérieur et de l'Intégration africaine, ce texte permet de centrer l'assistance de l'état et de ses partenaires sur les vrais bénéficiaires que sont les Maliens «véritablement» établis à l'extérieur et les migrants de retour d'une période bien déterminée.

Parlant de la multiplicité des associations de nos compatriotes de l'extérieur, le chef du département en charge de l'Intégration africaine a annoncé la tenue imminente des états généraux des Maliens de l'extérieur pour pallier cette situation, suivant les recommandations des Assises nationales de la refondation (ANR). Et Alhamdou Ag Ilyene d'afficher sa volonté de créer une nouvelle structure fédérative et représentative de l'ensemble de nos compatriotes établis à l'étranger qui sera «l'unique interlocutrice entre les pouvoirs publics et les Maliens de la diaspora». Le ministre Ag Ilyene est également revenu sur les sanctions de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et de l'Union économique monétaire ouest-africaine (Uemoa) contre notre pays qui constituent, selon lui, un obstacle majeur à la mise en œuvre de certaines activités en faveur de l'assistance et la mobilisation de nos compatriotes établis à l'extérieur. Malgré cette situation, «passagère», Alhamdou Ag Ilyene a annoncé que notre pays ne renoncera jamais à l'intégration africaine, ajoutant que

The Minister for Malians Abroad and African Integration, Alhamdou Ag Ilyene, was the guest of the «Mali Kura Tassi-ra» program on national television. During this meeting, Minister Ag Ilyene addressed several topics, including the status of Malians living abroad, the proliferation of associations created abroad by our compatriots, migrants returning home, and their support by the state, etc. The first question was about the status of Malians living abroad, and Minister Ag Ilyene's response was very clear. To be considered as a Malian living abroad, the guest of the day explained, one must have been residing abroad for at least six months, according to decree no.2021-610/PT of September 13, 2021, determining the status of Malians living abroad and returning migrants. According to the Minister for Malians Abroad and African Integration, this text allows the state and its partners to focus assistance on the true beneficiaries who are Malians «truly» established abroad and returning migrants from a well-determined period.

Speaking of the multiplicity of associations of our compatriots abroad, the head of the department in charge of African Integration announced the imminent holding of a general assembly of Malians abroad to address this situation, following the recommendations of the National Assemblies of Refoundation (ANR). Alhamdou Ag Ilyene expressed his willingness to create a new federative and representative structure of all our compatriots living abroad, which will be the «only interlocutor between public authorities and Malians of the diaspora». Minister Ag Ilyene also addressed the sanctions of the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) against our country, which he said are a major obstacle to the implementation of certain activities in favor of assistance and mobilization of our compatriots established abroad. Despite this «temporary» situation, Alhamdou Ag Ilyene announced that our country will never give up



«nous allons nous en sortir très bientôt». Il a, ensuite, rappelé que le Mali, dès son accession à l'indépendance en 1960, a exprimé sa volonté de réaliser l'unité africaine, même au prix de l'abandon partiel ou total de sa souveraineté nationale. Le chef du département en charge des Maliens établis à l'extérieur a aussi rappelé l'adoption de la Politique nationale en matière d'intégration africaine qui vise à renforcer les acquis, corriger les insuffisances constatées et lever les contraintes observées sur les plans politique, économique et social.

SOUTIEN DE L'ÉTAT AUX MIGRANTS DE RETOUR

Le ministre Ag Ilyene a par ailleurs, indiqué que de sa nomination à la date d'aujourd'hui, 6.399 migrants de retour ont été assistés par l'Etat et ses partenaires à travers des opérations de rapatriement d'urgence. Ces migrants viennent en majorité de la Libye, d'Algérie et du Niger. «Pour accompagner les migrants de retour dans leur réinsertion socioéconomique, le département, avec l'appui du budget d'état et des partenaires internationaux, a financé des projets en faveur de plus de 5.000 migrants de retour».

Concernant la problématique de l'obtention du Numéro d'identification nationale (Nina) à laquelle les Maliens de la diaspora sont confrontés pour l'acquisition du passeport, le ministre a indiqué que ce document a pour objet d'individualiser chaque personne physique ou morale par un numéro unique. Il a ensuite expliqué que la gestion de cette question ne relève pas directement de son département, mais plutôt de celui en charge de l'Administration territoriale.

Le ministre Ag Ilyene a en outre rappelé que son département a pour vocation essentielle la protection et la sécurisation des Maliens établis à l'étranger, la défense de leurs intérêts et leur mobilisation pour le processus du développement national.

Concernant les projets, le chef du département en charge des Maliens établis à l'extérieur a annoncé la mise en œuvre des recommandations formulées en matière de migration lors des ANR et la diligence dans la réalisation de la carte d'identité biométrique Cedeao qui remplacera la carte Nina. S'y ajoute la représentation à l'Assemblée nationale de nos compatriotes établis à l'extérieur.

SOURCE : L'ESSOR / DR

on African integration, adding that «we will get out of this very soon». He then recalled that Mali, upon gaining independence in 1960, expressed its desire to achieve African unity, even at the cost of partially or totally giving up its national sovereignty. The head of the department in charge of Malians Abroad also recalled the adoption of the National Policy on African Integration, which aims to strengthen achievements, correct observed deficiencies, and remove constraints observed on political, economic, and social levels.

STATE SUPPORT FOR RETURNING MIGRANTS

Minister Ag Ilyene also indicated that from his appointment to today's date, 6,399 returning migrants have been assisted by the State and its partners through emergency repatriation operations. These migrants are mainly from Libya, Algeria, and Niger. «To support returning migrants in their socio-economic reintegration, the department, with the support of the state budget and international partners, has funded projects for more than 5,000 returning migrants».

Regarding the issue of obtaining the National Identification Number (Nina) which the Malians of the diaspora face for acquiring a passport, the minister indicated that this document aims to individualize each physical or moral person by a unique number. He then explained that the management of this issue does not fall directly under his department, but rather under that in charge of Territorial Administration.

Minister Ag Ilyene also recalled that his department's main vocation is the protection and security of Malians living abroad, the defense of their interests, and their mobilization for the national development process.

Regarding projects, the head of the department in charge of Malians living abroad announced the implementation of the recommendations formulated on migration during the ANR and the diligence in the realization of the ECOWAS biometric identity card which will replace the Nina card. This includes representation in the National Assembly of our compatriots living abroad.

Source: L'Essor / DR



Commémoration du 48^{ème} anniversaire de la CEDEAO au Mali : sous le signe de la consolidation des acquis

48th Anniversary of ECOWAS Commemoration in Mali : Under the Banner of Strengthening Achievements



Sous le leadership du Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, le Bureau de Représentation de la CEDEAO au Mali a commémoré le 27 mai 2023, la journée de l'organisation.

L'évènement s'est déroulé dans le cadre d'une réception à l'hôtel Azalaï Salam au cœur de la capitale, en présence de Madame la Secrétaire Générale de MMEIA, de plusieurs diplomates en poste à Bamako dont l'Ambassadeur du Sénégal, doyen des résidents de la CEDEAO ; l'Ambassadeur de Palestine, doyen du corps diplomatique accrédité au Mali ; le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies et Chef de la Minusma ; les hauts représentants de Misahel et de l'Union Africaine ; le Président du Conseil National du Patronat du Mali ; les

Under the leadership of the Ministry of Malians Abroad and African Integration (MMEIA), the ECOWAS Representation Office in Mali commemorated the organization's day on May 27, 2023.

The event took place as a reception at the Azalaï Salam Hotel in the heart of the capital, attended by the Secretary-General of MMEIA, several diplomats posted in Bamako including the Ambassador of Senegal, the doyen of ECOWAS residents; the Ambassador of Palestine, the doyen of the diplomatic corps accredited to Mali; the Special Representative of the Secretary-General of the United Nations and Head of Minusma; high representatives of Misahel and the



représentants de la Fédération des Communautés Africaines vivant au Mali et ceux de la Société Civile.

Intervenant après l'exécution des hymnes nationaux du Mali et de la CEDEAO, S.E.M. Mário Gomes Fernandes, Ambassadeur Représentant Résident du Président de la Commission de la CEDEAO au Mali, a fait un rappel historique de la création de l'organisation le 28 mai 1975 à Lagos au Ghana par les Chefs d'Etat des 15 pays membres ainsi que des objectifs qu'elle poursuit depuis cette date. Il s'agit notamment de promouvoir la coopération et l'intégration dans le domaine économique, social et culturel, en vue d'aboutir à une union économique et monétaire par l'intégration totale des économies nationales des États membres dans le but d'améliorer le niveau de vie des populations, d'assurer la croissance économique, de promouvoir les relations entre les États membres et contribuer au progrès et au développement global du continent africain. Plus spécifiquement, les objectifs économiques sont l'aboutissement à un marché commun et à une monnaie unique ; ceux politiques étant la mise en œuvre d'un parlement, un conseil économique et social, et une Cour de Justice commune.

African Union; the President of the National Council of Employers of Mali; representatives of the Federation of African Communities living in Mali and those of Civil Society.

After playing the national anthems of Mali and ECOWAS, H.E. Mário Gomes Fernandes, Ambassador Representative Resident of the President of the ECOWAS Commission in Mali, recalled the creation of the organization on May 28, 1975, in Lagos, Ghana by the Heads of State of the 15 member countries and the objectives it has pursued since that date. These are to promote cooperation and integration in the economic, social, and cultural fields, with the aim of achieving an economic and monetary union through the full integration of the national economies of the member states to improve the standard of living of the populations, ensure economic growth, promote relations between member states and contribute to the overall progress and development of the African continent.





L'Ambassadeur Représentant Résident S.E.M. Fernandes a évoqué le thème de la commémoration, à savoir : « dans la perspective d'une prospérité partagée » qui interpelle chaque acteur de l'organisation à ne pas perdre de vue la dimension socioéconomique des actions. Il a également remercié les partenaires techniques et financiers pour leur appui et a réaffirmé la constance et la disponibilité de la CEDEAO dans l'accompagnement du Mali confronté à une crise multiforme et également de la transition pour la normalisation politique et institutionnelle.

Dans son intervention S.E.M. Birame Mbagnick Diagne, Ambassadeur de la République du Sénégal, a rappelé le contexte de vulnérabilité individuelle contre les chocs endogènes et exogènes et qui a motivé la création de l'Organisation tout en se félicitant des acquis engrangés au cours des 48 dernières années par la CEDEAO et en invitant à réviser le long parcours pour en tirer les leçons les plus idoines. Il est revenu sur les objectifs de l'Organisation et ses principes que sont : l'égalité et l'interdépendance des États membres, la solidarité, la coopération, l'harmonisation des politiques, l'intégration des programmes, la non-agression entre les États membres, le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales, le règlement pacifique des différends entre les États membres ; le respect, la promotion et la protection des droits de l'homme et des peuples puis la transparence et la justice économique et sociale. Il a également souligné les cas de crises et sou-vent d'incompréhensions au niveau de certaines populations alors même que la CEDEAO fait partie des deux organisations sous-régionales les plus élaborées en matière d'intégration, de prévention et de règlement des conflits.

Les deux intervenants ont chacun évoqué les grands acquis et réalisations de l'Organisation dont : la libre circulation et sans visas des personnes, le droit de résidence, la réalisation de nombreux pro-jets et programmes de développement au bénéfice des populations, la résolution des conflits, le passeport biométrique, l'existence d'un chèque de voyage CEDEAO et la perspective d'une monnaie commune.

Dans son allocution, Madame Tangara Nèma Guindo Secrétaire Générale du Ministère des Maliens établis à l'extérieur et de l'Intégration africaine a passé en revue les efforts de la CEDEAO et du Mali en faveur de l'intégration avec des acquis importants à renforcer et consolider au profit des populations et en droite ligne de la

H.E. Fernandes discussed the theme of the commemoration, namely: «towards shared prosperity», which reminds every actor in the organization not to lose sight of the socioeconomic dimension of actions. He also thanked technical and financial partners for their support and reaffirmed the constancy and availability of ECOWAS in accompanying Mali confronted with a multifaceted crisis and the transition for political and institutional normalization.

In his intervention, H.E. Birame Mbagnick Diagne, Ambassador of the Republic of Senegal, recalled the context of individual vulnerability against endogenous and exogenous shocks which motivated the creation of the Organization while welcoming the achievements over the past 48 years by ECOWAS and inviting a review of the long journey to learn the most appropriate lessons. He discussed the Organization's objectives and principles which include equality and interdependence of member states, solidarity, cooperation, policy harmonization, program integration, non-aggression between member states, maintenance of peace, security, and regional stability, peaceful resolution of disputes between member states, respect, promotion, and protection of human and people's rights, and economic and social transparency and justice.

Both speakers highlighted the major achievements and accomplishments of the Organization including free movement and visa-free travel of persons, right of residence, implementation of numerous development projects and programs for the benefit of the populations, resolution of conflicts, the biometric passport, the existence of an ECOWAS travel check and the prospect of a common currency.

In her speech, Ms. Tangara Nèma Guindo, Secretary-General of the Ministry of Malians Abroad and African Integration, reviewed the efforts of ECOWAS and Mali in favor of integration with significant achievements to be reinforced and consolidated for the benefit of the populations in line with the 2050 vision. Among these achievements are the creation of the Commission, the establishment of Parliament, the adoption of Policies in various fields, the adoption in 2005 of a Common External Tariff, the implementation of the Community Levy, the implementation of the Protocol relating to the mechanism



vision 2050. Parmi ces acquis la création de la Commission, la mise en place du Parlement, l'adoption de Politiques dans différents domaines, l'adoption en 2005 d'un Tarif Extérieur commun, la mise œuvre du Prélèvement Communautaire, la mise en œuvre du Pro-protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits, la suppression des visas, la mise en circulation de la carte d'identité biométrique CEDEAO, etc.

Madame Tangara a indiqué que le Mali est pleinement conscient de l'importance de la solidarité et de la coopération pour l'atteinte des objectifs communs et partagés même si elle estime que l'Organisation commune doit redoubler d'efforts pour relever les nombreux défis dont les menaces sécuritaires (terrorisme, insécurité) et le radicalisme religieux en trouvant les moyens de concilier ces exigences avec le principe de la libre circulation des personnes. Elle a salué le travail remarquable de la Plateforme collaborative entre les structures nationales, le Bureau de la Représentation et les autres partenaires dont le Centre national du mécanisme régional de la prévention et la gestion des menaces et le centre régional de la santé animale. La soirée a été marquée par le partage d'un dîner à l'africaine et les notes musicales d'un orchestre de la place.

for the prevention, management, and resolution of conflicts, the abolition of visas, the circulation of the ECOWAS biometric card, etc.

Madame Tangara indicated that Mali is fully aware of the importance of cooperation and integration, but she believes that the common organization that is ECOWAS must redouble its efforts to address numerous challenges, including security threats (terrorism, insecurity) and religious radicalism by finding ways to reconcile these demands with the principle of free movement of people. She praised the remarkable work of the collaborative platform between national structures, the Representation Office and other partners including the National Center of the regional mechanism for Prevention and threat management and the regional animal health center.

The evening was marked by the sharing of an African dinner and the musical notes of a local orchestra.





La représentation permanente de la CEDEAO au Mali renforce la capacité des acteurs de la société civile pour des élections pacifiques et réussies

The ECOWAS Representation Office in Mali Strengthens the Capacity of Civil Society Actors for Successful and Peaceful Elections



Les 22 et 23 mai 2023, la Représentation Résidente de la CEDEAO au Mali a organisé un atelier à l'intention des acteurs de la société civile pour aider à la tenue d'élections pacifiques et couronnées de succès.

L'atelier a réuni des participants de différentes organisations à Sala (Koulikoro). Il fait partie du programme d'appui à la transition au Mali qui est supporté d'un partenariat entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'UE à travers le Programme des Nations Unies pour le développement.

Plusieurs dignitaires ont assisté à la cérémonie d'ouverture, dont le représentant-résident de la CEDEAO, S.E.M. Mário Gomes Fernandes, le représentant du re-

On May 22 and 23, 2023, the ECOWAS Resident Representation in Mali organized a workshop for civil society actors to assist in holding peaceful and successful elections.

The workshop brought together participants from different organizations in Sala (Koulikoro). It is part of the support program for the transition in Mali which is supported by a partnership between the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the EU through the United Nations Development Program.

Several dignitaries attended the opening ceremony, including the resident representative of ECOWAS,



présentant résident du PNUD, Mme Fatimata Ly, la représentante du ministère de la refondation, Dr Sory Koita, le Chef de cabinet du Gouverneur de Koulikoro, M. Haïdara et des acteurs de la société civile.

Le Représentant de la CEDEAO au Mali, SEM. Mário Fernandes, a souligné l'importance de l'atelier étant donné que la société civile entretient les rapports les plus étroits avec les citoyens. Il les a invités à travailler à un processus électoral pacifique et réussi.

Durant deux jours, les participants ont été éduqués sur le projet de nouvelle constitution en prélude au référendum prévu le 18 juin 2023, sur la gestion des violences et des conflits liés aux élections, et sur les conditions essentielles à la conduite des élections après une crise ou un conflit armé.

Les autorités se sont félicitées de la tenue de cet atelier pour la société civile, car il faciliterait une diffusion optimale du projet de nouvelle constitution auprès de la population.

À la fin de l'atelier, les participants se sont dits satisfaits des connaissances acquises. Ils se sont engagés à sensibiliser davantage leur public cible respectif afin d'assurer le déroulement des élections dans une atmosphère paisible.

H.E. Mário Gomes Fernandes, the representative of the UNDP resident representative, Mrs. Fatimata Ly, the representative of the Ministry of Refoundation, Dr. Sory Koita, the Chief of Staff of the Governor of Koulikoro, Mr. Haïdara, and civil society actors.

The ECOWAS Representative in Mali, H.E. Mário Fernandes, emphasized the importance of the workshop given that civil society maintains the closest ties with citizens. He invited them to work towards a peaceful and successful electoral process.

For two days, the participants were educated on the draft new constitution in the run-up to the referendum scheduled for June 18, 2023, on the management of violence and conflicts related to elections, and on the essential conditions for conducting elections after a crisis or armed conflict.

The authorities welcomed the holding of this workshop for civil society, as it would facilitate optimal dissemination of the draft new constitution among the population.

At the end of the workshop, the participants said they were satisfied with the knowledge acquired. They committed to further raising awareness among their respective target audiences to ensure the elections take place in a peaceful atmosphere.





Zone de libre-échange continentale africaine : relever les défis d'intégrations économiques

African Continental Free Trade Area : Meeting the challenges of economic integration



C'est au Conseil national du patronat du Mali que s'est tenu le samedi 27 mai 2023, un Panel de haut niveau sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et cela dans le but d'échanger sur des difficultés qui minent les pays membres.

Cette cérémonie, initiée par la Promotion Drissa Keita s'inscrit dans le cadre de la commémoration de la Journée de l'Afrique et celle de la CEDEAO dont le 48ème anniversaire est célébré le 28 mai. Par ailleurs, dans le souci de contribuer à la préparation de l'ensemble des acteurs concernés par la mise œuvre de cet instrument d'intégration économique au niveau continental, la Promotion Drissa Keita (1995-1999) des Sciences Economiques (Ex ENA) a organisé ce cadre d'échanges en vue de permettre à la population et les acteurs évoluant du secteur privé de s'imprégner davantage sur l'état des lieux de ce mécanisme d'intégration, son importance et ses difficultés.

Au cours des travaux, les panelistes ont échangé au tour du thème : " La zone de libre-échange continen-

A high-level panel on the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) was held on Saturday, May 27, 2023, at the National Employers' Council of Mali. The event aimed to discuss the difficulties facing member countries.

This ceremony, initiated by the Promotion Drissa Keita, was part of the commemoration of Africa Day and the 48th anniversary of ECOWAS, celebrated on May 28. To contribute to the preparation of all stakeholders involved in the implementation of this economic integration instrument at the continental level, the Promotion Drissa Keita (1995-1999) of Economic Sciences (Ex. ENA) organized this forum to allow the population and private sector actors to gain a better understanding of the current state, importance, and challenges of this integration mechanism.

During the proceedings, the panelists discussed the theme: «The African Continental Free Trade Area (AfCFTA): Issues, challenges, and prospects for



tale africaine (ZLECAF) : Enjeux, défis et perspectives pour les États membres de la CEDEAO: Cas du Mali". Et les intervenants ont tous souligné la nécessité d'impliquer davantage le secteur privé dans les actions que mènent les membres de l'organisation; de faciliter le libre-échange des populations au niveau des frontières et de mettre en œuvre les politiques et stratégies connexes entre autres. Rappelons que parmi les 54 pays d'Afrique, seulement 46 ont signé et ratifié l'accord instituant la ZLECAF dont le Mali en 2018.

Enfin, le président de ladite promotion Aboubacar Diop avait à ses côtés le représentant de la CEDEAO, Mario Gomez Fernández, Boubacar Ballo du ministère du Commerce et de l'industrie, Amadou Traoré de la CCIM, les responsables des services techniques de l'Etat et des Organisations du Secteur privé.

En effet, l'Union Africaine est engagée dans des réformes majeures pour améliorer sa gouvernance et accélérer l'intégration économique de ses Etats membres. C'est dans ce cadre que les dirigeants africains ont signé l'Accord portant création de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAF), lors du sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA), tenu à Kigali le 21 mars 2018.

Le but principal de la ZLECAF – un des « projets phares » de l'Agenda 2063 de l'UA – est de stimuler les échanges commerciaux intra-africains. En clair, elle contribuera à renforcer la résilience des économies africaines aux chocs extérieurs, à améliorer la compétitivité des produits industriels de l'Afrique en exploitant les économies d'échelle d'un grand marché continental.

Il s'agit aussi, grâce à cette ZLECAF, d'augmenter la profondeur et l'ampleur de la diversification grâce à la spécialisation géographique et à la transformation de la capacité du continent à répondre à ses besoins d'importation de l'intérieur de l'Afrique, ainsi qu'à promouvoir la sécurité alimentaire par le biais de la réduction du taux de protection commerciale des produits agricoles entre les pays africains.

La ZLECAF devra aboutir, d'ici 2028, à la création d'un Marché commun, et d'une Union économique et monétaire en Afrique incluant les huit Communautés économiques régionales (CER) de l'UA.

Les 55 Etats membres de l'UA sont concernés par cette

ECOWAS member states: The case of Mali.» The speakers emphasized the need for greater involvement of the private sector in the actions undertaken by the organization, facilitation of free movement of people across borders, and implementation of relevant policies and strategies, among other aspects.

It should be noted that out of the 54 countries in Africa, only 46 have signed and ratified the agreement establishing the AfCFTA, including Mali in 2018.

The president of the Promotion, Aboubacar Diop, was accompanied by representatives from ECOWAS, Mario Gomez Fernández, Boubacar Ballo from the Ministry of Trade and Industry, Amadou Traoré from the CCIM, as well as technical officials from the state and private sector organizations.

Indeed, the African Union is committed to major reforms aimed at improving governance and accelerating the economic integration of its member states. In this context, African leaders signed the Agreement establishing the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) during the extraordinary summit of the African Union held in Kigali on March 21, 2018.

The main purpose of the AfCFTA, one of the flagship projects of the AU's Agenda 2063, is to boost intra-African trade. It aims to strengthen the resilience of African economies to external shocks, enhance the competitiveness of African industrial products by harnessing economies of scale in a large continental market.

The AfCFTA also seeks to increase the depth and breadth of diversification through geographic specialization and the transformation of the continent's capacity to meet its import needs from within Africa. Additionally, it aims to promote food security by reducing the level of trade protection for agricultural products among African countries. By 2028, the AfCFTA is expected to create a Common Market and an Economic and Monetary Union in Africa, incorporating the eight Regional Economic Communities (RECs) of the AU. All 55 AU member states are involved in this free trade zone. The AU estimates the market size within the AfCFTA at over 1.2 billion people with a combined GDP of \$2.5 trillion.



zone de libre-échange. L'UA estime la taille du marché à l'intérieur de la ZLEC à plus de 1,2 milliard de personnes avec un PIB cumulé de 2.500 milliards de dollars.

C'est à l'occasion du 12^{ème} Sommet extraordinaire de l'Union africaine, tenu à Niamey, le 7 juillet 2019, qu'il a été procédé au lancement officiel de la ZLECAF. Il a été également décidé qu'Accra, capitale du Ghana, accueillera le Siège du Secrétariat de la ZLECAF.

En vue de maximiser les bénéfices de la participation de la région ouest-africaine dans la ZLECAF, la 58^{ème} Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue le 23 janvier 2021 par visioconférence, a invité les Etats membres n'ayant pas encore ratifié l'accord à accélérer le processus de sa ratification, afin de promouvoir une libéralisation harmonieuse des échanges dans la région et préserver l'intégrité du Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO.

Ainsi, pour profiter pleinement de cette initiative continentale, les Etats membres de la CEDEAO doivent mieux s'outiller et se préparer davantage. La rencontre visait à faire le point de l'état de préparation de la CEDEAO et de ses Etats membres pour une meilleure participation à la ZLECAF. Il s'agit d'évaluer les enjeux et les défis de ce mécanisme continental sur la région et les Etats membres de la CEDEAO et tout particulièrement le Mali.

Pour apporter une réponse à ces problématiques, la Promotion Drissa KEITA 1995-1999 de l'Ecole Nationale d'Administration, qui œuvre depuis plusieurs années à, entre autres, promouvoir la science économique et les sciences de gestion au Mali, entend user de son expérience dans la vulgarisation de débats économiques de qualité autour de la thématique. Il s'agissait de sensibiliser et préparer les principaux acteurs concernés (opérateurs économiques) à la mise en œuvre de la ZLECAF dans l'espace CEDEAO dans l'optique de : faire l'état des lieux du niveau de préparation de la CEDEAO par rapport à ce mécanisme continental ; faire l'état des lieux du niveau de préparation des opérateurs économiques maliens ; identifier et échanger sur les défis et les enjeux liés à ce mécanisme pour la CEDEAO en général et pour le Mali en particulier et proposer des solutions permettant à la CEDEAO en général et au Mali en particulier de pouvoir tirer profit de l'opérationnalisation de la ZLECAF.

SOURCE : L'ALTERNANCE ET DR

The official launch of the AfCFTA took place during the 12th Extraordinary Summit of the African Union held in Niamey on July 7, 2019. It was also decided that Accra, the capital of Ghana, would host the Secretariat of the AfCFTA.

To maximize the benefits of the participation of the West African region in the AfCFTA, the 58th Conference of Heads of State and Government of ECOWAS, held on January 23, 2021, via video conference, invited member states that had not yet ratified the agreement to expedite the process to promote harmonized trade liberalization in the region and preserve the integrity of the ECOWAS Common External Tariff (CET).

To fully take advantage of this continental initiative, ECOWAS member states must be better equipped and better prepared. The meeting aimed to assess the state of readiness of ECOWAS and its member states for better participation in the AfCFTA. It sought to evaluate the challenges and prospects of this continental mechanism for the ECOWAS region and its member states, particularly Mali.

To address these issues, the Promotion Drissa KEITA 1995-1999 of the National School of Administration, which has been working for several years to promote economic science and management in Mali, aimed to use its experience to promote quality economic debates on the topic. The objective was to raise awareness and prepare the main stakeholders (business operators) for the implementation of the AfCFTA within the ECOWAS space, with the aim of assessing the readiness of ECOWAS in relation to this continental mechanism, the readiness of Malian business operators, identifying and discussing the challenges and opportunities associated with this mechanism for ECOWAS in general and Mali in particular, and proposing solutions to enable ECOWAS and Mali to benefit from the operationalization of the AfCFTA.

Source: L'Alternance and DR



Agence pour la Promotion des Investissements (API-Mali) : lancement officiel du Guichet de la Diaspora

Agency for Investment Promotion (API-Mali) : Official Launch of the Diaspora Desk



Monsieur Alhamdou AG ILYÈNE, Ministre des Maliens Établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine a coprésidé aux côtés de Monsieur Mahmoud Ould Mohamed, Ministre de l'industrie et du Commerce, le lancement Officiel du Guichet de la diaspora dénommé « TOUNKARAKE KA FASO DJO BLON» le 18 mai 2023.

Mr. Alhamdou AG ILYÈNE, Minister of Malians Abroad and African Integration co-chaired, along with Mr. Mahmoud Ould Mohamed, Minister of Industry and Commerce, the official launch of the Diaspora Desk, named «TOUNKARAKE KA FASO DJO BLON».



Étaient également présents à la cérémonie, Madame DEMBELE Madina SISSOKO, Ministre des Transports et des Infrastructures et le Ministre de la Réconciliation Nationale, de la Paix et la Cohésion Nationale, chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation le Colonel Major Ismaël WAGUE.

Le Ministre des Maliens Établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine Monsieur Alhamdou AG ILYÈNE a dans son intervention manifesté sa satisfaction pour l'ouverture du guichet et féliciter le ministre du commerce.

Pour le Ministre AG ILYÈNE l'ouverture de ce guichet répond à un besoin exprimé par la diaspora depuis des années. Ce guichet est une des priorités de la Politique Nationale de Migration (PONAM) a conclu le ministre.

Les deux ministres ont expliqué l'importance de ce guichet qui permettra d'accroître l'intérêt des investisseurs de la Diaspora en vue de mobiliser les flux substantiels d'investissements pour les projets structurants publics et les projets privés.

Il servira à guider les membres de la diaspora dans leur création d'entreprise à distance et donner des informations pertinentes sur les autorisations d'exercices, les formalisations d'activités et le code des investissements.

Il permettra également de faire la mise en relation avec des services utiles : banques, agences immobilières, cabinets d'études, services étatiques et de partager des informations pertinentes sur les différents secteurs et opportunités d'investissement.

Pour accroître le niveau des investissements directs étrangers et autres apports du secteur privé, le Mali a focalisé ses efforts sur la signature d'accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements.

Cet événement a rassemblé les associations de la diaspora, les acteurs du secteur privé et public ainsi que les partenaires Techniques et Financiers.

CCOM/MMEEIA

Also present at the ceremony were Ms. DEMBELE Madina SISSOKO, Minister of Transport and Infrastructure, and the Minister of National Reconciliation, Peace, and National Cohesion, responsible for the Agreement for Peace and Reconciliation, Colonel Major Ismaël WAGUE.

In his remarks, the Minister of Malians Abroad and African Integration, Mr. Alhamdou AG ILYÈNE, expressed his satisfaction for the opening of the desk and congratulated the Minister of Commerce.

For Minister AG ILYÈNE, the opening of this desk responds to a need expressed by the diaspora for years. This desk is one of the priorities of the National Migration Policy (PONAM), concluded the minister.

The two ministers explained the importance of this desk, which will increase the interest of Diaspora investors in mobilizing substantial investment flows for public structuring projects and private projects.

It will serve to guide diaspora members in their remote business creation and provide relevant information on exercise authorizations, activity formalizations, and the investment code.

It will also facilitate networking with useful services: banks, real estate agencies, consultancy firms, state services and share relevant information on different sectors and investment opportunities.

To increase the level of foreign direct investment and other contributions from the private sector, Mali has focused its efforts on signing bilateral agreements for the promotion and protection of investments.

This event brought together diaspora associations, actors from the private and public sectors, as well as Technical and Financial partners.

CCOM/MMEEIA



Journée de l'Afrique : sous le signe de l'intégration africaine

Africa Day : Under the banner of African integration



Le ministre Alhamdou Ag Ilyène, qui a présidé la cérémonie de commémoration, à la Tour de l'Afrique, dira que son département se bat pour réussir l'intégration africaine par la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Cela, pour pouvoir mettre les économies du continent ensemble

Le Mali a célébré, hier à la Tour de l'Afrique, la Journée de l'Afrique, commémorée à chaque 25 mai sur le continent. La cérémonie, qui s'est déroulée sous une pluie fine, était présidée par le ministre des Maliens établis à l'extérieur et de l'Intégration africaine, Alhamdou Ag Ilyène, en présence de plusieurs membres du gouvernement.

On notait également la présence des anciens ministres, du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies au Mali et chef de la Minusma, ElGhassim Wane. Plusieurs communautés africaines vivant dans notre pays ont effectué le déplacement.

La Journée de l'Afrique est le jour de la commémoration annuelle de la fondation de l'Organisation de l'unité afri-

Minister Alhamdou Ag Ilyène, who chaired the commemoration ceremony at the Africa Tower, said his department is striving to achieve African integration through the African Continental Free Trade Area (AfCFTA). This, to be able to bring together the economies of the continent.

Mali celebrated Africa Day yesterday at the Africa Tower, commemorated every May 25 on the continent. The ceremony, which took place under a light rain, was chaired by the Minister of Malians Abroad and African Integration, Alhamdou Ag Ilyène, in the presence of several members of the government.

Also present were former ministers, the special representative of the United Nations Secretary-General in Mali, and head of MINUSMA, ElGhassim Wane. Many African communities living in our country also made the journey.

Africa Day is the annual commemoration of the founding of the Organization of African Unity (OAU,



caine (OUA, devenue Union africaine (UA) en 2002), le 25 mai 1963. La montée des couleurs, qui était initialement prévue dans le programme de la cérémonie, n'a pas pu être exécutée, en raison de la pluie. Les officiels ont, tout de même, effectué une marche au pied de l'imposant monument qui ne passe pas inaperçu à Faladié en Commune VI du District de Bamako.

Au terme de la cérémonie, le ministre des Maliens établis à l'étranger et de l'Intégration africaine a rappelé que l'OUA, qui est l'ancêtre de l'Union africaine (UA), a été créée à Addis-Abeba (Éthiopie), le 25 mai 1963, par les pères fondateurs. Après les luttes d'indépendance et d'émancipation des peuples africains, ces dirigeants charismatiques et visionnaires comme Modibo Keita du Mali, Ahmed Sékou Touré de la Guinée, Kwame Nkrumah du Ghana et Gamal Abdel Nasser de l'Égypte ont compris qu'il fallait s'unir pour faire face à l'adversité.

«Donc, aujourd'hui, c'est un sentiment de joie et de victoire après 60 années de combat et de difficultés», a exprimé Alhamdou Ag Ilyène. D'après lui, l'Afrique, qui n'a jamais fait de mal à aucun continent, mais qui a été dominée, colonisée, écrasée et exploitée, se lève et s'unit pour faire face à son avenir.

which became the African Union (AU) in 2002), on May 25, 1963. The flag-raising, which was initially scheduled in the ceremony program, could not be carried out due to the rain. Nevertheless, the officials walked at the foot of the imposing monument that stands out in Faladié in Commune VI of the Bamako District.

At the end of the ceremony, the Minister of Malians Abroad and African Integration recalled that the OAU, which is the ancestor of the African Union (AU), was founded in Addis Ababa (Ethiopia), on May 25, 1963, by the founding fathers. After the struggles for independence and emancipation of the African peoples, these charismatic and visionary leaders like Modibo Keita of Mali, Ahmed Sékou Touré of Guinea, Kwame Nkrumah of Ghana, and Gamal Abdel Nasser of Egypt understood that unity was necessary to face adversity.

«So, today, it is a feeling of joy and victory after 60 years of struggle and difficulties,» said Alhamdou Ag Ilyène. According to him, Africa, which has never harmed any continent but has been dominated, colonized, crushed, and exploited, is rising, and uniting to face its future.





Pour le ministre Ag Ilyène, le panafricanisme est un idéal vers lequel « nous allons nous acheminer inexorablement ». Cela prendra le temps qu'il faudra. Mais, il y a toujours des « doyens » qui sont là et puis les plus jeunes, qui commencent à reprendre le flambeau de cette lutte, s'est réjoui le patron du département en charge de l'Intégration africaine. Pour le moment, dira Alhamdou Ag Ilyène, « nous nous battons pour réussir l'intégration africaine par la Zone de libre-échange continentale africaine

(Zlecaf) ». Et ce, pour pouvoir mettre nos économies ensemble, mais aussi pour créer des alliances économique, sociale, politique et celle en matière de sécurisation de notre continent, en commençant particulièrement par la lutte contre le terrorisme, a-t-il expliqué.

Toutefois, a souligné le ministre Ag Ilyène, tout cela se fera dans le respect des trois principes fondamentaux qui guident l'action publique dans notre pays. Il s'agit du respect de la souveraineté du Mali, du respect du choix des partenariats stratégiques et opérés par notre pays, et de la primauté des intérêts du peuple malien dans toute décision et tout engagement que le Mali prendra. Il a donné les assurances du gouvernement que « tout Africain au Mali est chez lui et comme tout Malien se sent bien partout en Afrique ».

La cérémonie a été agrémentée par des manifestations folkloriques organisées par les communautés africaines vivant dans notre pays.

SOURCE : L'ESSOR

For Minister Ag Ilyène, Pan-Africanism is an ideal towards which « we will inexorably move. » It will take the time it needs. But there are always « elders » who are there and then the younger ones, who are beginning to take up the torch of this struggle, pleased the head of the department in charge of African Integration. For now, said Alhamdou Ag Ilyène, « we are fighting to achieve African integration through the African Continental Free Trade Area (AfCFTA). » And this, to be able to put our economies together, but also to create economic, social, political alliances and those in terms of securing our continent, beginning with the fight against terrorism, he explained.

However, Minister Ag Ilyène emphasized, all of this will be done in respect of the three fundamental principles that guide public action in our country. These are respect for Mali's sovereignty, respect for the choice of strategic partnerships made by our country, and the primacy of the interests of the Malian people in any decision and any commitment that Mali will take. He assured the government's commitment that « every African in Mali is at home and as every Malian feels good everywhere in Africa ».

The ceremony was enhanced by folkloric performances organized by African communities living in our country.

Source: L'Essor / DR





Semaine de l'intégration Africaine : célébration de la journée de l'UA à Bamako

African Integration Week : Celebration of AU Day in Bamako

Ce 25 Mai 2023, le Mali a célébré la journée de l'Unité Africaine.

Cette journée de célébration organisée à la tour de l'Afrique, par le Ministère des Maliens Établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, a été présidée par le Ministre des Maliens Établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine Monsieur Alhamdou AG ILYÈNE à la place du Premier Ministre empêché.

Une importante délégation composée de Ministres, d'Ambassadeurs, de représentants des communautés africaines vivant, de la Jeunesse de l'Union Africaine et des femmes de l'organisation panafricaine au Mali était également présente à cette cérémonie de célébration.

Cette cérémonie fait partie des activités organisées par le département en charge de l'intégration Africaine dans le cadre des festivités de la se-



maine de l'intégration Africaine initiée par le Ministère. La cérémonie a été marquée dans un premier temps par le lancement de la grande marche panafricaine organisée par le Mouvement fédéraliste panafricain dans un

second un temps par une visite des tribunes des différentes communautés africaines vivant au Mali.

CCOM/MMEEIA

This May 25, 2023, Mali celebrated Africa Unity Day. This day of celebration organized at the Africa Tower, by the Ministry of Malians Established Abroad and African Integration, was chaired by the Minister of Malians Established Abroad and African Integration, Mr. Alhamdou AG ILYÈNE, standing in for the Prime Minister who was unavailable.

A significant delegation composed of Ministers, Ambassadors, representatives of African communities living in Mali, the Youth of the African Union, and women from the Pan-African organization in Mali was also present at this celebration ceremony.

This ceremony is part of the activities organized by the department in charge of African Integration

as part of the festivities of African Integration Week initiated by the Ministry. The ceremony was marked initially by the launch of the great Pan-African march organized by the Pan-African Federalist Movement, and secondly by a visit to the stands of the different African communities living in Mali.

CCOM/MMEEIA



Semaine Nationale de l'Intégration Africaine : dégustation de mets africains

National African Integration Week : Tasting of African dishes



Les activités de la Semaine Nationale de l'Intégration Africaine se poursuivent avec la dégustation des mets africains.

Ce 26 mai 2023, Madame Tangara Nema Guindo Secrétaire Générale du Ministère des Maliens Établis à l'Étranger et de l'Intégration Africaine a donné le premier coup de fourchette de la cérémonie traditionnelle de dégustation des mets africains, organisée en collaboration avec la Fédération des Communautés Africaines au Mali. Chaque pays a pu ainsi présenter son plat typique

La cérémonie fut un véritable moment de partage et de joie dans une ambiance conviviale.

Maintenir le brassage culturel entre les différentes communautés africaines vivant au Mali et celles Maliennes, tel est l'objectif de cette activité proposée par les communautés africaines vivant au Mali.

CCOM/MMEEIA

The activities of the National African Integration Week continue with the tasting of African dishes.

On May 26, 2023, Mrs. Tangara Nema Guindo, Secretary-General of the Ministry of Malians Established Abroad and African Integration, took the first bite at the traditional ceremony of tasting African dishes, organized in collaboration with the Federation of African Communities in Mali.

Each country was thus able to present its typical dish. The ceremony was a real moment of sharing and joy in a friendly atmosphere.

Maintaining cultural mixing between the different African communities living in Mali and those of Malians is the objective of this activity proposed by the African communities living in Mali.

CCOM/MMEEIA



Colloque international de l'UCAO et l'EMP : la contribution de la science aux efforts d'intégration pour la paix et le développement au cœur de la 2^{ème} édition

International Colloquium of UCAO and EMP : The contribution of science to integration efforts for peace and development at the heart of the 2nd edition



L'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako en partenariat avec l'école de maintien de la paix, a organisée la 2ème édition de son Colloque International du 25 au 27 mai 2023. C'était au sein de l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye. L'objectif général du Colloque était de réfléchir sur la contribution de la science aux efforts d'intégration pour la paix et le développement au Sahel.

Spécifiquement, il s'agissait d'examiner la relation entre la situation sécuritaire actuelle et l'intégration, explorer le rôle de la science comme vecteur d'intégration de paix et de développement, examiner la contribution des technologies de l'information et de la communication à l'intégration de la paix et le développement, examiner les apports culturels et religieux de l'intégration à la paix et au développement. A l'entame de ses propos, le président de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest Unité Universitaire à Bamako, le Dr Clément Lonah, a laissé entendre que sa structure en collaboration avec l'Ecole de Maintien de la Paix (EMP) a voulu commémorer la

The Catholic University of West Africa in Bamako, in partnership with the Peacekeeping School, organized the 2nd edition of its International Colloquium from May 25 to 27, 2023. It took place at the Alioune Blondin Beye Peacekeeping School. The overall objective of the Colloquium was to reflect on the contribution of science to integration efforts for peace and development in the Sahel.

Specifically, it was about examining the relationship between the current security situation and integration, exploring the role of science as a vector of integration for peace and development, examining the contribution of information and communication technologies to peace and development integration, examining the cultural and religious contributions of integration to peace and development. At the beginning of his remarks, the president of the Catholic University of West Africa University Unit in Bamako, Dr. Clément Lonah, hinted that his structure in collaboration with the Peacekeeping School (EMP)



fête de l'Union africaine par ce colloque. Selon le président de l'UCAO-UUBa, Clément Lonah, Ce Colloque a pris pour thème « contribution de la science aux efforts d'intégration pour la paix et le Développement au Sahel » afin de rappeler et valoriser les objectifs de l'Union Africaine. Il a aussi ajouté que dans le but de lutter contre le colonialisme et l'apartheid, les objectifs de l'Union Africaine à sa création étaient de promouvoir l'unité, la solidarité et le Développement en Afrique.

« L'Union africaine est venue consolider les acquis de l'Organisation de l'Union Africaine en matière d'intégration de paix et de développement avec des ambitions plus grandes » a indiqué le président de l'UCAO-UUBa. Cependant, le premier responsable de l'UCAO Dr Clément Lonah, a mentionné qu'après 60 ans d'existence de l'organisation Panafricaine, les problèmes d'intégration, de paix et de Développement sont encore préoccupants en Afrique, particulièrement au Sahel qui depuis une dizaine d'années vit un régime d'insécurité sans précédent. « L'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest et l'Ecole de Maintien de la Paix, appuyées par des experts nationaux et internationaux africains pour la plupart ont voulu offrir à la région du Sahel quelques réflexions scientifiques pouvant l'aider à améliorer le vivre ensemble dans la région et de lancer son développement » a expliqué le chef de l'UCAO UUBa Dr Clément Lonah.

Quant au directeur de l'Ecole de Maintien de la Paix, le colonel Souleymane Sangaré, il a indiqué que les guerres interétatiques ont laissé la place à de nouvelles formes de conflictualités complexes pouvant affecter, par endroits, la cohésion entre les communautés voire ébranlé le tissu social.

Durant ces trois jours de colloque, les participants et les experts sont tous arrivés à des conclusions sur la contribution de la science aux efforts d'intégration pour la paix et le développement au Sahel. Ils ont été tous unanimes sur le fait que les valeurs traditionnelles constituent le gage de la culture, de la paix et de la cohésion sociale. Aussi, sont-ils arrivés à la conclusion que la radio est mieux adaptée pour résoudre les crises de par sa proximité, car selon eux, elle permet une expression libre et personnalisée. A la fin de l'atelier, des recommandations ont été faites par les participants allant dans le cadre de la contribution de la science aux efforts d'intégration pour la paix et le Développement au Sahel.

SOURCE : LE PAYS

wanted to commemorate the feast of the African Union by this colloquium.

According to the president of UCAO-UUBa, Clément Lonah, This Colloquium took as its theme «contribution of science to integration efforts for peace and Development in the Sahel» to recall and valorize the objectives of the African Union. He also added that to fight against colonialism and apartheid, the objectives of the African Union at its creation were to promote unity, solidarity, and Development in Africa.

«The African Union has come to consolidate the achievements of the Organization of the African Union in terms of peace and development integration with greater ambitions,» said the president of UCAO-UUBa. However, the first person responsible for UCAO Dr Clément Lonah, mentioned that after 60 years of existence of the Panafrican organization, the problems of integration, peace, and Development are still worrying in Africa, particularly in the Sahel which for about ten years has been living an unprecedented regime of insecurity. «The Catholic University of West Africa and the Peacekeeping School, supported by mostly African national and international experts, wanted to offer the Sahel region some scientific reflections that could help it improve living together in the region and launch its development,» explained the head of UCAO UUBa Dr Clément Lonah.

As for the director of the Peacekeeping School, Colonel Souleymane Sangaré, he indicated that interstate wars have given way to new forms of complex conflicts that can affect, in places, cohesion between communities or even shake the social fabric.

During these three days of the colloquium, the participants and experts all arrived at conclusions on the contribution of science to integration efforts for peace and development in the Sahel. They all agreed that traditional values are the guarantee of culture, peace, and social cohesion. Also, they concluded that radio is better suited to resolve crises due to its proximity, as it allows for free and personalized expression. At the end of the workshop, recommendations were made by the participants in the framework of the contribution of science to integration efforts for peace and Development in the Sahel.

Source: Le Pays



Semaine Nationale de l'Intégration Africaine : conférence-Débat sur la vision 2050 de la CEDEAO, les défis, les enjeux et les perspectives

*National African Integration Week : Conference-debate on ECOWAS
vision 2050, challenges, issues, and prospects*



Les activités de la Semaine Nationale de l'Intégration Africaine se poursuivent avec la Conférence sur la vision de la CEDEAO. La salle de conférence du mémorial Modibo Keita a servi de cadre le lundi 29 mai 2023 à la conférence-débat sur la vision 2050 de la CEDEAO.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par le mot du Délégué Général à l'Intégration Africaine Monsieur Tahirou Sidibé et le discours d'ouverture de Monsieur Moussa Guindo, Conseiller Technique en charge de l'intégration représentant le Ministre des Maliens établis à

The activities of National African Integration Week continued with a conference on the vision of ECOWAS.

The conference room of the Modibo Keita Memorial was the setting on Monday 29 May 2023 for a conference debate on the ECOWAS Vision 2050.

The opening ceremony was marked by a speech by the Delegate General for African Integration, Mr. Tahirou Sidibé, and the opening address by Mr. Moussa Guindo, Technical Adviser for Integration,



l'Extérieur et de l'Intégration Africaine Monsieur Alhamdou Ag ILYÈNE.

Après les mots d'introduction du Délégué Général à l'Intégration Africaine, Monsieur Guindo a transmis à l'ensemble des participants les chaleureuses salutations et remerciements de Monsieur le ministre pour la mobilisation autour de cette conférence. Le Conseiller Technique en charge de l'intégration a évoqué le contexte global actuel de notre pays, tout en rappelant que le Mali a toujours œuvré dans la promotion de l'intégration africaine malgré les difficultés auxquelles nous sommes confrontés.

Monsieur Guindo a rappelé que le Mali pionnier de l'intégration africaine est considérée comme le modèle le plus réussi en matière d'intégration, et les questions d'intégration africaine constituent une priorité pour les plus hautes autorités de la Transition. Enfin il a remercié et salué les organisateurs de cette conférence pour la pertinence de l'initiative, et a souhaité plein succès aux travaux de cette conférence. Les travaux de la conférence étaient dirigés par Monsieur Tahirou Sidibé, et à ses côtés le représentant du ministre de la Refondation de l'Etat Monsieur Oumar Koné, du représentant de la représentation résidente de la CEDEAO au Mali, et enfin Dr Aboubacrine Toure de la Délégation Générale à l'Intégration Africaine.

Notons également la participation du Président de la Fédération des Communautés Africaines (FECAM) ainsi que les présidents des différentes communautés qui la composent.

L'objectif principal de cette initiative était d'informer et sensibiliser les populations afin d'avoir une meilleure connaissance sur les instruments de la CEDEAO, et également de vulgariser les textes juridiques de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes et des biens.

CCOM/MMEEIA

representing the Minister for Malians Living Abroad and African Integration, Mr. Alhamdou Ag ILYÈNE.

After the introductory words of the General Delegate for African Integration, Mr. Guindo conveyed to all the participants the warm greetings, and thanks of the Minister for the commitment to this conference.

The Technical Adviser in charge of integration spoke of the current global context in the country, recalling that Mali has continually worked to promote African integration despite the difficulties confronting it.

Mr. Guindo recalled that Mali, a pioneer of African integration, is considered to be the most successful model of integration, and African integration issues are a priority for the Transition's supreme authorities.

Finally, he thanked and congratulated the organizers of this conference for the relevance of the initiative and wished the proceedings every success.

The conference was chaired by Mr. Tahirou Sidibé, with Mr. Oumar Koné, the representative of the Minister for the Refoundation of the State, and the representative of the ECOWAS Resident Representation in Mali, alongside Dr. Aboubacrine Toure of the General Delegation for African Integration.

The meeting was also attended by the President of the Federation of African Communities (FECAM) and the presidents of the various communities that make up FECAM.

The main objective of this initiative was to inform and raise awareness among the public to strengthen their knowledge of the ECOWAS instruments, and to disseminate the ECOWAS legal texts on the free movement of people and goods.

CCOM/MMEEIA.



La CEDEAO signe 15 accords de subvention d'une valeur de 1,3 million d'euros pour promouvoir la formation et le renforcement des capacités en agroécologie dans les États membres

ECOWAS Signs 15 Grant Agreements worth €1.3 Million to Promote Training and Capacity Building on Agroecology in Members States

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Agroécologie de la CEDEAO cofinancé par l'Union européenne et l'Agence française de développement, le Président de la Commission de la CEDEAO, S.E. Dr. Omar Aliou Touray a signé des accords de subvention avec 15 centres de formation pour renforcer les capacités en agroécologie dans les États membres. Le budget total des conventions de subvention financées par l'Union européenne s'élève à 1 320 784,43 € soit environ 88 000 € par centre et pour une durée moyenne de 18 mois visant à former 12 000 jeunes dans la Région.

Chaque subvention a pour but d'établir le cadre de collaboration entre la CEDEAO et le Centre bénéficiaire pour la mise en œuvre des activités du Programme en Afrique de l'Ouest, avec pour objectif général de mettre en place un système respectueux des ressources humaines et de l'environnement qui permettra de soutenir et d'augmenter la société rurale résiliente. Sélectionnés à la suite d'un processus de consultation et d'évaluation, les 15 centres de formation représentent un par État membre

En appuyant les centres par le biais des accords, la CEDEAO s'efforce d'améliorer la qualité de la formation et le développement des capacités des centres sur des questions d'actualité liées à l'agroécologie et d'augmenter le

ECOWAS Signs 15 Grant Agreements worth €1.3 Million to Promote Training and Capacity Building on Agroecology in Members States

As part of the implementation of the ECOWAS Agroecology Program co-funded by the European Union and the French Development Agency, the President of the ECOWAS Commission, H.E. Dr. Omar Aliou Touray signed grant agreements with 15 training Centers to build capacity on Agroecology in Member States. The total budget of the grant agreements funded by the European Union is €1,320,784.43 representing about €88,000 per center and for an average duration of 18 months aimed at training 12,000 young persons in the Region.

The purpose of each grant is to establish the framework of collaboration between ECOWAS and the recipient Centre for the implementation of the Programme activities in West Africa with the general objective of building the human resource and environmentally friendly system that will sustain and increase agricultural productivity and create resilient rural society. Selected following due consultation and assessment process, the 15 training centres represent one per Member State.



nombre annuel de personnes formées en l'objectif total du programme est d'environ 12000 jeunes dont des hommes et des femmes formés d'ici 2024 en agro-cologie dans la région.

Plus spécifiquement, l'objectif de l'aide est de contribuer au renforcement des capacités de formation des centres dans (i) la promotion de systèmes de formation de qualité intégrant l'application des leçons théoriques et pratiques sur les techniques agroécologiques et les bonnes pratiques en fonction de l'environnement, (ii) l'augmentation du nombre de les jeunes formés, en particulier les populations rurales, et (iii) leur mise en réseau à long terme, (iv) leur facilitation de leur connexion avec les organisations de soutien/partenaires pour un éventuel financement dans l'extension des pratiques agroécologiques.

L'appui de la CEDEAO aux centres de formation s'inscrit dans le cadre du programme visant à faciliter la mise en réseau et la diffusion d'expériences pilotes et d'approches prometteuses en agroécologie (avec le Centre Songhai au Bénin et le Centre CIDAP au Togo comme centres de référence) dans d'autres pays de la sous-région, en particulier au S

Pour rappeler, le programme Agroécologie de la CEDEAO vise à stimuler le développement de pratiques innovantes qui optimisent la mobilisation des processus écologiques dans le domaine de la production agro-sylvo-pastorale et halieutique dans la zone CEDEAO en soutenant les exploitations familiales vers une transition agroécologique leur permettant de concilier performance économique, sécurité alimentaire, la préservation de l'environnement, et la santé de la population.

Doté d'un budget total de 16,2 millions d'euros, il se compose de deux projets, à savoir le Projet d'Appui à la Transition Agroécologique en Afrique de l'Ouest (PATAE), financé par l'Agence Française de Développement (FDA) à hauteur de 8 millions d'euros et le Projet d'Ensemble à la Diffusion et à la Mise en œuvre de l'Intensification Agricole (PAIAD) financée par l'Union Européenne à 8,2 millions d'euros. Il couvre les 15 États membres de la CEDEAO et devrait prendre fin en 2024.

In supporting the centres through the agreements, ECOWAS seeks to improve the quality of training and the development of the centres capacities on topical issues related to agroecology and to increase the annual number of people trained in agroecology. The total target of the Program is about 12000 young people including men and women trained by 2024 in agroecology in the region.

More specifically, the objective of the support is to contribute to strengthening the training capacities of the centers in (i) the promotion of quality training systems integrating application of theoretical and practical lessons on agroecological techniques and good practices according to the environment, (ii) the increase in the number of young people trained, in particular rural people, and (iii) their networking in the long term, (iv) facilitating their connection with support organisations/partners for possible financing in the scaling up of agroecological practices.

ECOWAS support to training centers falls within the objective of the Programme to facilitate networking and dissemination of pilot experiences and promising approaches in agroecology (with the Songhai Centre in Benin and the CIDAP Centre in Togo as reference centers) in other countries of the sub-region, particularly in the Sahel.

To recall, the ECOWAS Agroecology Program aims to stimulate the development of innovative practices that optimize the mobilization of ecological processes in the field of agro-sylvo-pastoral and fisheries production in the ECOWAS zone by supporting family farms towards an agroecological transition that enables them to reconcile economic performance, food security, environmental preservation, and the health of the population.

With a total budget of 16.2 million euros, it is composed of two projects, namely the Support Project for Agroecological Transition in West Africa (PATAE), funded by the French Development Agency (FDA) at 8 million euros and the Support Project for the Dissemination and Implementation of Good Practices for Sustainable Agricultural Intensification (PAIAD) funded by the European Union at 8.2 million euros. It covers the 15 ECOWAS Member States and is scheduled to end in 2024.



La CEDEAO organise un atelier de suivi et d'évaluation pour renforcer ses interventions en prévention des conflits et consolidation de la paix dans la région

ECOWAS holds Monitoring and Evaluation Workshop to strengthen its Interventions in Preventing Conflicts and Consolidating Peace in the Region



La Commission de la CEDEAO organise un atelier de renforcement des capacités en suivi et évaluation (S&E) en vue d'améliorer la qualité des évaluations des résultats internes, de l'apprentissage, ainsi que les processus de soumission des rapports de mise en œuvre de ses programmes.

L'atelier de trois jours qui a débuté le 26 avril 2023 à Abuja au Nigéria, vise également à fournir un appui à diverses directions dont celle des affaires politiques (DPA) et celle de la planification stratégique, sur la manière d'améliorer la qualité de leur stratégie et leurs plans de travail annuels, tout en veillant à ce que l'intégration des questions de genre et de jeunesse soit correctement prise en compte.

En souhaitant la bienvenue aux participants dès le début des travaux au nom de la DPA, du Chef de division de la médiation et de la coordination des affaires politiques ré-

The ECOWAS Commission is holding a Monitoring and Evaluation (M&E) capacity building Workshop to enhance the quality of internal results assessments, learning, as well as the reporting processes of its program implementation.

The Three-Day Workshop which began on the 26th of April, 2023 in Abuja, Nigeria is also meant to provide support to the Directorates of Political Affairs (DPA), and Strategic Planning and other relevant Directorates on how to improve the quality of their strategic and annual work plans while ensuring that the mainstreaming of gender and youth issues are correctly captured.

Welcoming participants at the start of the Workshop on behalf of DPA, the Head, Mediation and Coordination of Regional Political Affairs Division



gionales, Dr Onyinye Onwuka, a souligné l'importance de l'atelier à un moment où la Commission de la CEDEAO doit concevoir des solutions urgentes et créatives destinées à faciliter une véritable transformation dans les États membres grâce à des compétences de suivi et d'évaluation garantissant l'impact souhaité.

Soutenue par le chargé de programme de prévention des conflits de la CEDEAO, M. Constant Gnacadja, elle s'est montrée enthousiaste du fait que l'atelier apportera un soutien aux directions de la CEDEAO au-delà de l'amélioration de la qualité des évaluations des résultats internes et des rapports aux partenaires, sur la mise en œuvre des projets/programmes, conformément à la vision 2050 de la CEDEAO, à son cadre stratégique communautaire et ses plans de travail annuels approuvés.

Elle a remercié l'Agence danoise de Développement international (DANIDA) ainsi que l'équipe de suivi et d'évaluation de Tana Copenhagen pour leurs divers rôles dans la poursuite de l'objectif de la Communauté ouest-africaine qui est d'assurer un espace régional plus stable, prospère et pacifique.

Sous le leadership de M. Stefan Jansen, les facilitateurs de l'atelier, notamment Maud Eskes et Alessandra Cancedda ont fait des présentations sur l'évaluation des besoins, l'analyse du contexte et la théorie du changement. Il y avait aussi des travaux de groupes enrichis par des exemples pratiques dont des sessions plénières qui se sont tenues avec des contributions de participants en termes de partage de leurs expériences passées. Ces travaux doivent être suivis d'un examen plus approfondi du format de rapport actuel, de l'analyse des acteurs, de la planification des actions et la familiarité avec aussi bien les outils de collecte de données numériques que les techniques de protection des données et les recommandations pratiques en matière de meilleures pratiques de Suivi et d'évaluation.

L'atelier sert de cadre pour échanger des idées tout en renforçant la collaboration interdépartementale et la synergie entre le cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (ECPF) et les points focaux de suivi et d'évaluation, en vue de donner aux États membres les moyens d'intensifier les interventions de prévention des conflits dans la région. Il fait partie du soutien du Danemark à la CEDEAO à travers la phase IV du Programme africain pour la paix (APP IV).

(MCRPA) Dr. Onyinye Onwuka stressed the importance of the Workshop at a time when the ECOWAS Commission needs to devise urgent and creative ways of facilitating real transformation in Member States through impactful M&E skills.

Supported by the ECOWAS Program Officer, Conflict Prevention Mr. Constant Gnacadja, she enthused that the workshop will provide support to ECOWAS Directorates beyond enhancing the quality of internal results assessments and reporting to partners, on the implementation of projects/programs in accordance with ECOWAS Vision 2050, the Community Strategic Framework and the annual approved work plans.

She thanked the Danish International Development Agency (DANIDA) as well as Tana Copenhagen M&E team for their various roles in advancing the realization of the ECOWAS Community goal of ensuring a more stable, prosperous and peaceful West Africa.

Led by Mr. Stefan Jansen, the facilitators of the workshop including Maud Eskes and Alessandra Cancedda, made presentations on needs assessment, context analysis and Theory of Change. There were also groups works enriched by practical examples including plenary sessions which were held with contributions from participants who shared their past experiences. These are to be followed by further review of the present reporting format, stakeholder analysis, action planning, and the idea of being comfortable with digital data collection tools as well as data protection techniques and practicable M&E best practices recommendations.

The Workshop provides an opportunity to exchange ideas while enhancing cross-departmental collaboration and synergy among ECOWAS Conflict Prevention Framework (ECPF) and M&E Focal Points, with an eye on empowering Member States to scale up conflict prevention interventions in the region. It is part of Denmark's support to ECOWAS through the Africa Program for Peace phase IV (APP IV).



Renforcement des capacités des États membres de la CEDEAO en vue d'opérer les mécanismes de mise en œuvre et de suivi de la stratégie de transformation numérique pour l'Afrique 2020-2030

Capacity building of ECOWAS Member States towards operationalising the implementation and monitoring mechanisms of the Digital Transformation Strategy for Africa 2020-2030



Les experts des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) impliqués dans le processus de réalisation d'une Afrique numérique ont été sensibilisés à la stratégie de transformation numérique (DTS) pour l'Afrique et au cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MELF) 2022-2030 du 26 au 28 avril 2023 à Abuja, Nigeria. Le MELF offre une approche globale et structurée pour suivre les progrès vers la réalisation des objectifs du DTS. L'atelier a été organisé en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine avec le soutien financier de GIZ.

S'adressant à la séance d'ouverture de l'atelier, Mme Mihret Woodmatas, expert senior des technologies de l'information et de la communication (TIC) de la Commission de l'Union africaine (AUC), a rappelé que le DTS 2020-2030 vise à créer une société et une écono-

Experts from Member States of the Economic Community of West African States (ECOWAS) involved in the process of achieving a Digital Africa were sensitized on the Digital Transformation Strategy (DTS) for Africa, and the Monitoring, Evaluation and Learning Framework (MELF) 2022-2030 from 26-28 April 2023 in Abuja, Nigeria. The MELF provides a comprehensive and structured approach for monitoring progress towards the achievement of the DTS objectives. The workshop was organised in collaboration with the African Union Commission with financial support from GIZ.

Addressing the opening session of the workshop, Mrs Mihret Woodmatas, Senior Information and Communication Technology (ICT) Expert of the African Union Commission (AUC), recalled that the DTS 2020-2030 aims to create an integrated and inclu-



mie numériques intégrées et inclusives en Afrique, motivées par les technologies numériques et l'innovation pour promouvoir le continent intégration, croissance économique inclusive à large assise, stimuler la création d'emplois, combler la fracture numérique et éliminer la pauvreté.

Elle a été suivie par Mme Marie Ndé Sène Ahouantché, qui s'est exprimée au nom de M. Sédiko Douka, commissaire chargé des infrastructures, de l'énergie et de la digitalisation. Mme Ndé Sène Ahouantché a réitéré l'engagement de la Commission de la CEDEAO de servir d'intermédiaire et d'apporter un soutien indéfectible au niveau régional pour toute action visant à coordonner la transformation numérique en fonction des ambitions de la région en matière de développement et d'intégration socio-économiques. Elle a également rappelé la dynamique de coordination de la transformation numérique lancée par la CEDEAO et qui s'est manifestée à travers l'organisation du premier Forum d'experts sur la gouvernance électronique les 28 et 1er mars, et un atelier sur l'Internet des choses et des technologies perturbatrices émergentes tenu les 29 et 30 mars 2023, pour exploiter le potentiel de la technologie digitale et ainsi aider à relever les défis et à répondre aux ambitions de la région, y compris les objectifs stratégiques 4x4 2022-2026 de la direction de la CEDEAO.

Au cours de cet atelier, qui reflète l'alignement et l'engagement profond des institutions de la CEDEAO et de l'UA en faveur de la transformation numérique de l'Afrique, les participants ont été formés au cadre MELF et aux outils associés pour suivre les performances et l'impact de la mise en œuvre du DTS.

Le plan détaillé de collecte de données pour mesurer les progrès réalisés par rapport aux objectifs du DTS, y compris les valeurs de référence et les valeurs cibles, les périodes de mise en œuvre, les sources de données, les méthodes de collecte des données, la fréquence de collecte des données et les fonctionnaires responsables

Enfin, afin de démontrer concrètement comment l'innovation utilisant la technologie numérique peut aider à résoudre les problèmes persistants auxquels l'Afrique est confrontée, les participants ont également visité le TD4PAI (Technology Development for Poverty Alleviation Initiative) IoT Innovation Hub pour voir des solutions pro-totypes adaptées aux réalités du continent.

sive digital society and economy in Africa, driven by digital technologies and innovation to promote continental integration, inclusive broad-based economic growth, boost job creation, bridge the digital divide and eradicate poverty.

She was followed by Mrs Marie Ndé Sène Ahouantché, who spoke on behalf of Mr Sédiko Douka, Commissioner for Infrastructure, Energy and Digitalisation. Mrs Ndé Sène Ahouantché reiterated the commitment of the ECOWAS Commission to serve as an intermediary and to provide unfailing support at the regional level for any action aimed at coordinating digital transformation in line with the region's ambitions for socio-economic development and integration. She also recalled the coordination dynamics of the digital transformation launched by ECOWAS and manifested through the organisation of the first Experts' Forum on e-Governance on 28 and 1 March, and a workshop on the Internet of Things and Emerging Disruptive Technologies held on 29 and 30 March 2023, to leverage the potential of digital technology and thus help tackle the challenges and meet the ambitions of the region, including the 4x4 Strategic Objectives 2022-2026 of the ECOWAS Management.

During this workshop, which reflects the deep alignment and commitment of ECOWAS and AU institutions to Africa's digital transformation, participants were trained on the MELF framework and associated tools for monitoring the performance and impact of the implementation of the DTS.

The detailed data collection plan to measure progress towards the DTS objectives, including baseline and target values, implementation periods, data sources, data collection methods, frequency of data collection and officials responsible for each indicator, was presented and discussed.

Finally, in order to concretely demonstrate how innovation using digital technology can help address the persistent problems facing Africa, participants also visited the TD4PAI (Technology Development for Poverty Alleviation Initiative) IoT Innovation Hub to view prototype solutions tailored to the realities of the continent.



Festival Nangnerki de Sikasso : une véritable plateforme de l'intégration Africaine (Mali, Niger, Burkina Faso, Sénégal, Cameroun, Tchad)

Festival Nangnerki in Sikasso : A true platform for African integration (Mali, Niger, Burkina Faso, Senegal, Cameroon, Chad)



Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo a présidé, le 20 février 2023 au stade municipal de Sikasso, le festival Nangnerki. La rencontre a enregistré la présence du gouverneur de la Région Daniel Dembélé, le préfet du Cercle de Sikasso, Dramane Diakité, le président du Conseil régional, Yaya Bamba, le représentant du maire de la Commune urbaine de Sikasso, Adama Ballo.

«La culture, la boussole d'un développement», tel était le thème de l'évènement qui avait comme invité d'honneur, l'ancien directeur général de l'ORTM Salif Sanogo. Y étaient présents, des acteurs culturels de toutes les contrées du Mali, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Bénin. Adama Ballo a souhaité la bienvenue aux festivaliers. Il a salué la bonne initiative des organisateurs pour la tenue de l'évènement avant de mettre un accent particulier sur l'engagement des FAMA dans la protection du Mali. Le terme Nangnerki est tiré de la

The Minister of Handicrafts, Culture, Hospitality Industry, and Tourism, Andogoly Guindo, presided over the Nangnerki Festival at the municipal stadium in Sikasso last Thursday. The event was attended by the governor of the region, Daniel Dembélé, the prefect of the Sikasso Circle, Dramane Diakité, the president of the regional council, Yaya Bamba, and the representative of the mayor of the urban commune of Sikasso, Adama Ballo.

«The culture, the compass of development» was the theme of the event, which had former director-general of ORTM, Salif Sanogo, as the guest of honor. Cultural actors from all over Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, and Benin were present. Adama Ballo welcomed the festival-goers and praised the organizers for their good initiative in holding the event, emphasizing the commitment of the FAMA (Malian Armed Forces) in protecting Mali. The term «Nangnerki» is derived from the Senufo language



langue sénoufo. Il représente le spécimen d'arbre dans lequel sont taillées les lames du balafon.

«Tout comme les lames du balafon, unies et inséparables, le festival Nangnerki prône le message de la fraternité, de l'intégration et du vivre ensemble », a précisé le directeur du festival Kassim Bengaly. Il ajoutera que Nangnerki symbolise le raffermissement des liens sociaux. Selon lui, ce festival constitue non seulement un espace de rencontre mais surtout une plateforme d'échange sur des problèmes de l'intégration africaine. Kassim Bengaly a assuré que le thème du festival est non seulement évocateur mais aussi révélateur. Cette année, le festival a enregistré 300 exposants venus de divers horizons notamment du Niger, du Burkina Faso, du Sénégal, du Cameroun, du Tchad. Ce chiffre, selon lui, prouve la vitalité et le dynamisme du festival.

De son côté, l'invité d'honneur Salif Sanogo a souligné que ce cadre de brassage culturel constitue un véritable projet de développement de la région. Il a surtout mis l'accent sur les nombreux avantages que le festival apportera à la Région.

Pour sa part, le ministre Andogoly Guindo a souligné que ce festival s'inscrit en bonne place dans l'agenda culturel du Mali et s'impose aujourd'hui comme un événement majeur. «Bien plus qu'un festival, Nangnerki est un immense chantier, un moment de brassage, d'affirmation de notre identité et de notre diversité culturelle», a souligné le ministre Guindo. à cet effet, il a indiqué que l'engagement de son département à soutenir cet événement est un choix de principe, nourri à la conviction que le bien-être social recherché passe nécessairement par la synergie des capacités locales.

Par ailleurs, il ajoutera que le gouvernement accorde la plus haute importance à ce type d'initiative qui permettra de renforcer ses multiples actions de protection et de promotion du patrimoine culturel de notre pays. «Il n'y a pas de développement sans culture et pas de culture sans développement. Le Mali ne renaîtra de ses cendres que lorsque les Maliens retourneront aux sources et aux valeurs ancestrales», a-t-il conclu. Les prestations du m'bolon, des maîtres du feu, du cicaara, des marionnettes, des koredougaw, et l'hommage rendu à la figure emblématique de la culture sénoufo de Sikasso (Tiémoko André Sanogo) ont été les temps forts de l'événement.

SOURCE : AMAP-SIKASSO

and represents the specimen tree from which the balafon blades are carved.

«Just like the blades of the balafon, united and inseparable, the Nangnerki Festival promotes the message of fraternity, integration, and living together,» explained festival director Kassim Bengaly. He added that Nangnerki symbolizes the strengthening of social ties. According to him, the festival is not only a space for a meeting but also a platform for discussing African integration issues. Kassim Bengaly assured that the festival's theme is not only evocative but also revealing. This year, the festival hosted 300 exhibitors from various horizons, including Niger, Burkina Faso, Senegal, Cameroon, and Chad. This number, according to him, demonstrates the vitality and dynamism of the festival.

Guest of honor Salif Sanogo emphasized that this cultural mixing ground constitutes a true development project for the region. He particularly highlighted the numerous benefits that the festival will bring to the region.

Minister Andogoly Guindo stated that the festival holds a significant place in Mali's cultural agenda and has now become a major event. «More than just a festival, Nangnerki is an immense project, a moment of cultural blending, affirmation of our identity, and our cultural diversity,» underscored Minister Guindo. In this regard, he indicated that his department's commitment to supporting this event is a principled choice, driven by the conviction that sought-after social well-being necessarily involves the synergy of local capacities.

Furthermore, he added that the government attaches the utmost importance to this type of initiative, which will strengthen its multiple actions for the protection and promotion of the cultural heritage of our country. «There is no development without culture, and there is no culture without development. Mali will rise from its ashes only when Malians return to their roots and ancestral values,» he concluded. The performances of m'bolon, masters of fire, cicaara, puppets, koredougaw, and the tribute paid to the emblematic figure of Senufo culture in Sikasso (Tiémoko André Sanogo) were the highlights of the event.

Source: Amap-Sikasso



Mission de plaidoyer du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG) à l'African Electronic-TRADE Group à Kigali pour un appui à la 2ème phase du projet « 50 Millions de femmes africaines ont la Parole »

Advocacy Mission of the ECOWAS Center for Gender Development (CCDG) to the African Electronic-TRADE Group in Kigali to support the 2nd phase of the «50 Million African Women Have a Voice» project

Une mission conduite par la Directrice du CCDG, Madame Sandra OULATE FATTOH, a séjourné du 24 au 29 avril 2023 au siège de l'African E-TRADE Group à Kigali au Rwanda pour échanger sur la mise en place d'un cadre de partenariat technique et un appui à la mobilisation des ressources pour la 2ème phase du projet de la plateforme 50 Millions de Femmes Africaines ont la Parole (50MAWSP). L'African E-Trade Group est une institution créée par l'Union Africaine pour appuyer le développement des projets des technologies de l'information et de la communication (TIC) au profit des femmes et jeunes entrepreneurs en Afrique.

Dans le cadre de la prospection, la sensibilisation et la mobilisation de nouveaux partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre de la 2ème phase du projet « 50 Millions de Femmes Africaines ont la Parole », une mission du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG) a séjourné du 24 au 29 Avril 2023 à Kigali au Rwanda. L'objectif principal de cette mission est de discuter et finaliser un cadre de partenariat technique et d'appui au projet 50MAWSP avec le l'African E-Trade Group (AeTRADE) qui est une initiative de l'Union Africaine qui rassemble des partenaires des secteurs public et privé pour développer des projets qui tirent parti de la puissance des technologies de l'information et de la communication (TIC) au profit des entrepreneurs africains d'aujourd'hui et de demain.

A mission led by the Director of the CCDG, Ms. Sandra OULATE FATTOH, stayed at the headquarters of the African E-TRADE Group in Kigali, Rwanda, from April 24th to April 29th, 2023, to discuss the establishment of a technical partnership framework and support for resource mobilization for the 2nd phase of the «50 Million African Women Have a Voice» platform (50MAWSP) project. The African E-Trade Group is an institution created by the African Union to support the development of information and communication technology (ICT) projects for the benefit of women and young entrepreneurs in Africa.

As part of the prospecting, awareness-raising, and mobilization of new technical and financial partners for the implementation of the 2nd phase of the «50 Million African Women Have a Voice» project, a mission from the ECOWAS Center for Gender Development (CCDG) stayed in Kigali, Rwanda, from April 24th to April 29th, 2023. The main objective of this mission was to discuss and finalize a technical partnership framework and support for the 50MAWSP project with the African E-Trade Group (AeTRADE), an initiative of the African Union that brings together partners from the public and private sectors to develop projects that leverage the power of information and communication technology (ICT) for the benefit of today's and tomorrow's African entrepreneurs.



De manière spécifique, cette mission avait pour objectif de présenter les résultats obtenus lors de la 1ère phase du projet 50MAWSP, de même que les priorités pour la 2ème phase du projet, identifier les domaines potentiels de collaboration entre l'AeTRADE Group et la CEDEAO/CCDG dans les domaines de l'autonomisation, l'entrepreneuriat, l'accès aux marchés régionaux, à la formation et aux financements des femmes et des jeunes, échanger sur les stratégies de mobilisation de ressources et de communication pour accompagner la levée de fonds pour la 2ème phase du projet 50MAWSP et enfin échanger sur la mise en place d'un cadre de discussion et de partenariat entre la CEDEAO, le COMESA, l'EAC et l'AeTRADE Group pour la mise en œuvre de la 2ème phase du projet 50MAWSP.

La mission a permis au CCDG de rencontrer et d'avoir plusieurs séances de travail avec les responsables de l'AeTRADE Group notamment son Directeur Exécutif, Mr Muluaem SYOUM et la Responsable des opérations, Madame Treasure MAPHANGA. Entre autres retombées de cette mission, on peut noter que l'AeTRADE Group s'est engagé à faire du CCDG, son institution partenaire et porte d'entrée dans la CEDEAOet en Afrique de l'Ouest pour toutes ses initiatives et programmes notamment en ce qui concerne l'E-trade, la formation et le financement des femmes et des jeunes entrepreneurs, l'appui au commerce et à l'autonomisation des femmes et jeunes filles des 15 Etats membres de la CEDEAO.

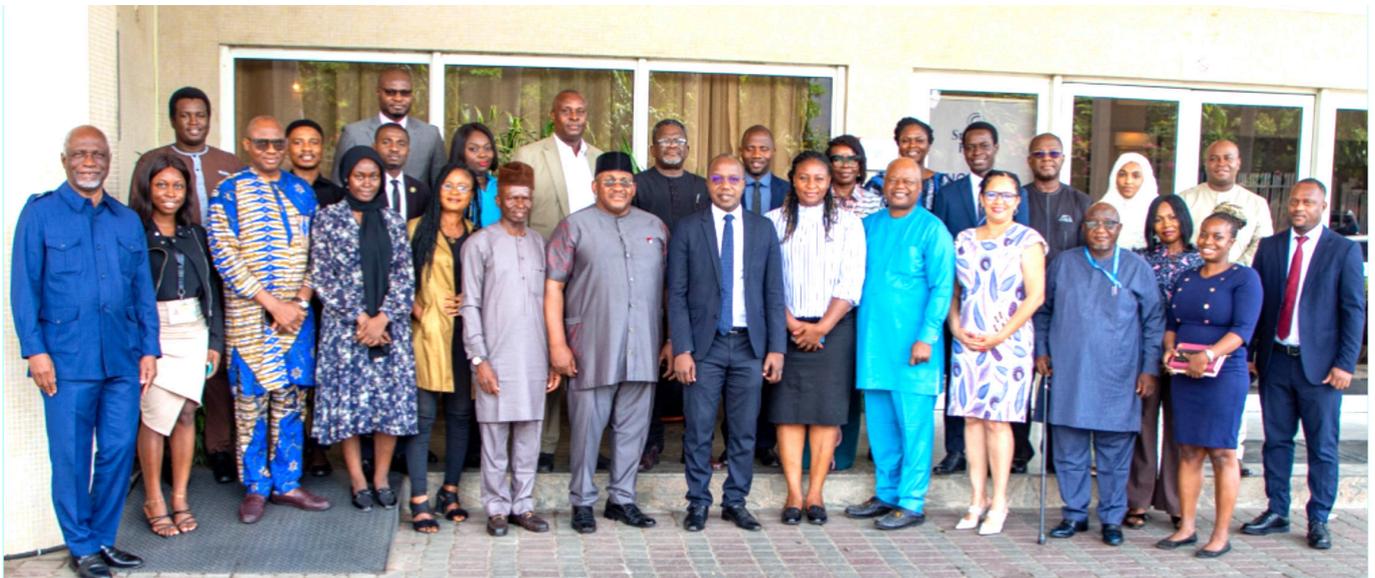
Specifically, this mission aimed to present the results achieved during the 1st phase of the 50MAWSP project, as well as the priorities for the 2nd phase of the project. It aimed to identify potential areas of collaboration between the AeTRADE Group and ECOWAS/CCDG in the areas of empowerment, entrepreneurship, access to regional markets, training, and financing for women and young people. The mission also focused on discussing resource mobilization and communication strategies to support fundraising for the 2nd phase of the 50MAWSP project, and to establish a framework for discussion and partnership between ECOWAS, COMESA, EAC, and the AeTRADE Group for the implementation of the 2nd phase of the 50MAWSP project.

The mission allowed the CCDG to meet and hold several working sessions with the officials of the AeTRADE Group, including its Executive Director, Mr. Muluaem SYOUM, and the Operations Manager, Ms. Treasure MAPHANGA. Among the outcomes of this mission, it is noteworthy that the AeTRADE Group committed to making the CCDG its partner institution and entry point into ECOWAS and West Africa for all its initiatives and programs, particularly in the areas of e-trade, training, and financing for women and young entrepreneurs, as well as support for trade and empowerment of women and young girls in the 15 ECOWAS member states.



Réunion technique pour examiner les documents clés nécessaires pour propulser le secteur privé de l'espace communautaire

ECOWAS Commission Holds a Technical Meeting to Review Key Documents needed to Propel the Private Sector of the Region



À travers sa direction du secteur privé, la Commission de la CEDEAO, a organisé une réunion technique avec les acteurs du secteur privé et des représentants de la Commission de l'UEMOA afin passer en revue de la mise en œuvre de la stratégie régionale de développement du secteur privé sur la période 2015-2020 et donner des orientations relatives à l'élaboration de la nouvelle stratégie devant s'étendre sur une période de dix ans (2023-2033).

La réunion s'est tenue du 25 au 27 avril 2023 à Abuja au Nigeria. Elle a également permis d'examiner le projet de termes de référence pour l'élaboration de la stratégie régionale de promotion des start-ups et des entreprises digitales.

Dans son allocution d'ouverture, la Commissaire aux affaires économiques et à l'agriculture, Madame Mas-

The ECOWAS Commission through the Private Sector Directorate organized a technical meeting with private sector actors and the UEMOA Commission to review implementation of the 2015–2020 Regional Private Sector Development Strategy and to provide guidance for the development of the new strategy to cover a ten-year period, 2023–2033.

The meeting which was held in Abuja, Nigeria from 25-27 April 2023, also discussed the draft terms of reference for the development of the Regional Strategy for the Promotion of Start-Ups and digital enterprises.

In her opening remarks, the Commissioner Economic Affairs and Agriculture, Madam Massandjé TOURE-LITSE, represented by the Acting Director



sandjé TOURE-LITSE, représentée par le Directeur du secteur privé par intérim, Dr. Tony Luka ELUMELU, a fait remarquer que, nonobstant l'expiration de la période de mise en œuvre de la stratégie précédente (2015-2020), certaines dispositions et activités étaient toujours d'actualité. Par contre, ajoute-t-elle, certains problèmes nouveaux et émergents ont redéfini le climat des affaires contemporain et les impératifs de compétitivité du secteur privé sur les marchés régionaux, continentaux et mondiaux.

Elle a indiqué que certaines de ces questions sont inscrites dans divers documents stratégiques à savoir : la vision 2050 de la CEDEAO; les priorités du cadre stratégique communautaire (CSC) ; les principales politiques pertinentes de la CEDEAO telles que la Charte des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) 2022-2032 ; la Politique et les directives de la charte de 2021 sur le partenariat public-privé. D'autres, a-t-elle dit, intègrent les valeurs de la quatrième révolution industrielle (4RI) ou de la digitalisation, y compris l'émergence d'entreprises ou de startups digitales, les monnaies numériques et la technologie des chaînes de blocs ; sans oublier l'importance croissante des chaînes de valeur régionales par rapport aux chaînes de valeur mondiales et toute la mondialisation dans son ensemble. « Le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), les ODD des Nations Unies (agenda 2030) et le Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO sont d'autres questions émergentes importantes que les nouvelles stratégies devraient prendre en compte » a indiqué la Commissaire Mme TOURE-LITSE.

Private Sector, Dr. Tony Luka ELUMELU, noted that though the 2015–2020 strategy has expired, some provisions and activities were still relevant while there were also new and emerging issues which have redefined contemporary business climate and the imperatives for private sector competitiveness in regional, continental and global markets.

She said “some of these issues are enshrined in the ECOWAS 2050 vision, the Community Strategic Framework (CSF) Priorities and key relevant policies of ECOWAS like the 2022-2032 Micro, Small and Medium-sized Enterprise (MSME) Charter, the 2021 Public-Private Partnerships Policy and Guidelines. Others she said, built-in the values of the Fourth Industrial Revolution (4IR)/digitization including the emergence of digital enterprises or startups, digital currencies and blockchain technology and the growing importance of regional value chains vis-à-vis global value chains and globalization. “The commencement of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA), the African Union (AU) Agenda 2063, the UN SDGs (agenda 2030) and the ECOWAS Common External Tariff (CET) are other important emerging issues that the new strategies should consider” Mrs TOURE-LITSE, stressed.

The Commissioner further reiterated the important role of the Private Sector in the realisation of the 2050 Vision and the CSF, especially regarding regional transformation, industrialisation and competitiveness. She however noted 70-80 percent of the region's businesses are found in the Small and medium-sized enterprises (SME) category. It is against this background that the ECOWAS Commission is focusing on the review of the old and development of the new (2023-2033) PSD Strategy which will provide a Comprehensive 'Enterprise Support Framework' for SMEs' competitiveness in the AfCFTA among others, she concluded.

The Directorates of Free Movement, Humanitarian & Social Affairs, Transport, Environment, Energy & Mines and Trade made presentations on various initiatives from their Directorates to be considered in the new strategy. Partners present such as UEMOA and UNIDO also shared their individual experiences on Private Sector Strategy and startups program respectively.





Réunion du Comité Régional de la Facilitation des Echanges de la CEDEAO : recherche des voies d'élimination des barrières non tarifaires dans la Région

The ECOWAS Regional Trade Facilitation Committee (RTFC) meet to discuss the elimination of non-tariff barriers in the region

La troisième réunion du comité régional de facilitation des échanges (RTFC) de la CEDEAO s'est tenue du 27 au 29 mars à Accra, au Ghana. Le but était d'examiner la mise en œuvre des réformes régionales de facilitation des échanges et d'envisager des approches novatrices visant à améliorer la libre circulation des biens dans la région. La réunion a également servi de cadre aux experts régionaux pour examiner la politique de suppression des barrières non tarifaires (BNT) de la CEDEAO et sa stratégie régionale de facilitation du commerce et des transports, qui devraient réduire considérablement les défis rencontrés par les commerçants de la région et rehausser le niveau des échanges au sein de l'espace CEDEAO.

Au nom de S.E. Nana AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana, le Ministre délégué au commerce et à l'industrie, M. BAAFI a souhaité la bienvenue aux participants à Accra, au Ghana. Il a relevé le fait que la 3^{ème} réunion du RTFC a servi de cadre permettant aux acteurs concernées d'échanger sur les obstacles au commerce dans la région. Il a déclaré que l'avènement de la ZLECAf offre à la région ouest-africaine l'occasion d'œuvrer en synergie en vue d'adopter des positions communes et de bénéficier efficacement de la zone de libre-échange continentale. Il a exhorté la Commission et les États membres à tirer parti de la ZLECAf pour développer les économies locales et améliorer le commerce intra-régional en Afrique de l'Ouest.

M. DJALO, Secrétaire général du ministère du commerce de la République de Guinée-Bissau et Président de séance, a fait remarquer que la région peut largement bénéficier des opportunités offertes par la zone de libre-échange continentale. Il a également souligné la nécessité

The Third Meeting of the ECOWAS Regional Trade Facilitation Committee (RTFC) was held on 27 – 29 March in Accra – Ghana, to review the implementation of regional trade facilitation reforms and consider innovative approaches to improve free movement of goods in the region. The meeting also provided the regional experts with a platform to consider the ECOWAS Non-Tariff Barrier (NTB) Elimination Policy and the Regional Trade and Transport Facilitation Strategy, which are expected to significantly reduce the challenges faced traders in the region and increase intra-ECOWAS trade.

On behalf of H.E. Nana AKUFO-ADDO, the President of the Republic of Ghana, the Deputy Minister at the Ministry of Trade and Industry, Hon. BAAFI welcomed participants to Accra, Ghana. He noted that the 3rd RTFC meeting provided a platform for relevant stakeholders to address trade barriers in the region. He stated that the advent of AfCFTA provides the West African region with an opportunity to work together to form common positions, and effectively benefit from the continental free trade area. He urged the Commission and Member States to take advantage of AfCFTA to develop local economies and improve intra-regional trade in West Africa.

Mr. DJALO, Secretary General at the Ministry of Trade of the Republic of Guinea Bissau, and Chair of the Meeting, noted that the region can greatly benefit from the opportunities presented by the continental free trade area. He also highlighted that the need to reduce barriers to intra-regional trade and facilitate free movement of goods as enshrined in the ECOW-



de réduire les obstacles au commerce intra-régional et de faciliter la libre circulation des biens telle que consacrée dans le protocole de la CEDEAO sur la question. Il a noté que la réunion sera l'occasion pour les participants de faire des propositions visant à relever les défis liés à la libre circulation des marchandises et a exhorté les participants à formuler des recommandations concrètes au cours de la réunion.

Dans son allocution d'ouverture, lue au nom de Madame Massandje TOURE-LITSE, Commissaire aux affaires économiques et à l'agriculture de la CEDEAO, M. Kolawole SOFOLA, Directeur par intérim du commerce a indiqué que la facilitation des échanges figure parmi les solutions les plus efficaces pour maintenir le flux normal de la chaîne d'approvisionnement mondiale et atténuer les effets négatifs des conflits et des crises. Il a souligné que le RTFC sert de cadre favorisant une approche holistique de l'élaboration des réformes de facilitation des échanges qui couvrent divers secteurs thématiques et rassemblent les acteurs des secteurs public et privé, ainsi que les organisations de la société civile.

La réunion a permis d'examiner l'état de la mise en œuvre de l'AFC de l'OMC et de convenir des rôles et responsabilités assignés aux États membres et aux institutions de la CEDEAO en vue de l'amélioration de la mise en œuvre. La réunion a également proposé des mécanismes visant à affermir la collaboration entre le groupe de travail du SLE et le RTFC afin d'assurer la mise en œuvre complète du Schéma de libéralisation des Echanges (SLE) dans les États membres et améliorer la libre circulation des biens dans la région. La réunion a unanimement reconnu la nécessité pour les États membres de la CEDEAO d'adopter un mécanisme solide pour signaler et éliminer les barrières non tarifaires et les pratiques anormales qui continuent d'entraver le commerce intra-régional, en particulier pour les MPME et les petits commerçants.

La troisième réunion du RTFC a connu la participation des experts des États membres représentant respectivement leurs ministères chargés du commerce, leurs administrations des douanes et leurs Chambre de commerce. Étaient également présents à la réunion, des représentants de la Commission de la CEDEAO et des associations professionnelles régionales, ainsi que du Groupe de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Agence allemande pour le développement international et de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement.

AS protocol. He noted that the meeting will provide an opportunity for participants to make proposals in order to address challenges associated with free movement of goods and urged participants come up with actionable recommendations during the meeting.

In his opening remarks, read on behalf of Madame Massandje TOURE-LITSE, ECOWAS Commissioner for Economic Affairs and Agriculture, Mr. Kolawole SOFOLA, Acting Director of Trade noted that trade facilitation is among the most effective solutions to maintain the normal flow of the global supply chain and mitigate the negative effects of conflicts and crisis. He highlighted that the RTFC provides a platform that fosters holistic approach to deal with trade facilitation reforms which cut across various thematic sectors and bring together stakeholders from public and private sector, as well as civil society organizations.

The meeting considered the status of implementation of the WTO TFA and agreed on assigned roles and responsibilities for Member States and ECOWAS Institutions to improve implementation. The Meeting also proposed mechanisms to deepen collaboration between the ETLS Task force and the RTFC in ensuring the full implementation of the ETLS across Member States and improve free movement of goods within the region. The meeting unanimously recognized the need for ECOWAS Member States to adopt a strong mechanism to report and eliminated non-tariff barriers and abnormal practices that continue to hinder intra-regional trade, especially for MSMEs and small traders.

The Third RTFC Meeting was attended by Member States' Experts representing the Ministries responsible for Trade, Customs Administrations and National Chamber of Commerce. Also were present at the meeting, representatives of the ECOWAS Commission and Regional Business Associations, as well as World Bank Group, the World Trade Organization, the German Agency for International Development and United Nation's Conference for Trade and Development.



L'Autorité régionale de la concurrence de la CEDEAO sensibilise les parties prenantes à Cabo Verde sur le cadre régional de la concurrence

The ECOWAS Regional Competition Authority Sensitizes Stakeholders In Cabo Verde On The Regional Competition Framework



L'Autorité régionale de la concurrence (ERCA) de la CEDEAO, en collaboration avec l'Autorité nationale de la concurrence de Cabo Verde (AdC), a organisé un atelier commun de plaidoyer et de sensibilisation sur le cadre régional de la concurrence et le mandat de l'ERCA ainsi que le régime national de concurrence le 4 avril 2023 à Praia, République de Cabo Verde. L'objectif de l'atelier était de sensibiliser le public au mandat et au

The ECOWAS Regional Competition Authority (ERCA) in collaboration with the National Competition Authority of Cabo Verde (AdC) has organized a joint advocacy and sensitization work-shop on the ECOWAS Regional Competition Framework and the mandate of ERCA as well as the national competition regime on 4 April 2023 in Praia, Republic of Cabo Verde. The objective of the



fonctionnement du Cadre régional de la concurrence de la CEDEAO en vue d'une prise en charge et de renforcer la collaboration avec les principales parties prenantes.

Dans ses remarques liminaires, le Dr Simeon Konan Koffi, directeur exécutif de l'ERCA, a déclaré que la réunion de sensibilisation était organisée dans un contexte international, continental et régional, en particulier en ce qui concerne le commerce et le commerce, qui est en constante évolution et fait face à de nouveaux problèmes et défis. Il a en outre souligné le fait qu'avec l'incertitude politique et économique actuelle que connaît le monde entier, en particulier dans notre région, le dynamisme du commerce régional est plus pertinent que jamais, et le renforcement de la libre concurrence est une condition sine qua non pour atteindre l'objectif du programme d'intégration régionale.

Le président de l'Autorité de la concurrence de Cabo Verde, Eng. Emanuel Barbosa, dans ses propres remarques, a exprimé la volonté de l'AdC de travailler en harmonie avec ERCA pour soutenir le concours. Cela a-t-il déclaré, est démontré par la création et l'inauguration récentes du conseil d'administration de l'Autorité de la concurrence de Cabo Verde.

Plusieurs présentations ont été faites au cours de la réunion de deux jours sur la mission de l'ERCA et son cadre de collaboration avec l'AdC, le mandat de l'ERCA et ses implications pour les entreprises et le commerce au sein de la CEDEAO, la politique de concurrence en relation avec l'AFCFTA, le régime de concurrence et de protection des consommateurs au Cabo Verde et le commerce transfrontalier problèmes avec les partenaires commerciaux dans la région de la CEDEAO.

Les participants à l'atelier comprennent des fonctionnaires de l'Autorité de la concurrence de Cabo Verde, des organisations de la société civile, des fonctionnaires, des associations de protection des consommateurs, des acteurs de la société civile et des opérateurs du secteur privé et des médias.

workshop was to create awareness on the mandate and operations of the ECOWAS Re-gional Competition Framework towards engendering ownership as well as strengthening col-laboration with key stakeholders.

In his opening remarks, Dr Simeon Konan Koffi, Executive Director of ERCA, stated that the awareness-raising meeting was organized in an international, continental, and regional back-drop, especially in relation to trade and commerce, which is constantly changing and faced with new issues and challenges. He further underscored the fact that with the current political and economic uncertainty that the whole world is experiencing, particularly in our region, the dynamism of regional trade is more relevant than ever, and the strengthening of free competition is a sine-qua-non for achieving the objective of regional integration agenda.

The Chairman of the Competition Authority of Cabo Verde, Eng. Emanuel Barbosa, in his own remarks, expressed the willingness of the AdC to work in harmony with ERCA in support of the competition. This he stated, is demonstrated by the recent establishment and inauguration of the Board of Directors of the Cabo Verde Competition Authority.

Several presentations were made during the two-day meeting on ERCA's mission and its framework for collaboration with the AdC, ERCA's mandate and its implications for businesses and trade in the ECOWAS, Competition Policy in relation to the AFCFTA, Competition and Consumer Protection Regime in Cabo Verde and Cross Border trade issues with trading partners within the ECOWAS region.

Participants at the workshop include officials of the Competition Authority of Cabo Verde, the Civil Society organizations, Government officials, Consumer Protection Associations, Civil society actors, private sector operators, and the media.



Présentation du Secrétariat Général de la Commission Nationale pour l'Intégration africaine du Mali

Presentation of the General Secretariat of the National Commission for African Integration

I. INTRODUCTION :

La République du Mali a toujours été à l'avant-garde du combat pour la promotion de l'idéal panafricain. Son premier Président a co-rédigé avec son homologue du Togo d'alors la Charte de l'OUA et a joué un rôle déterminant sur tous les chantiers qui ont permis de jeter les bases de cette organisation continentale.

Les constitutions de notre pays ont d'ailleurs toutes consacré un titre spécifique à cette question en concédant un « abandon total ou partiel de souveraineté en vue de la réalisation de l'unité africaine ».

Aussi, avant d'entrer en fonction, notre Président de la République doit prêter un serment par lequel il s'engage, dans la deuxième partie de sa formule, « solennellement et sur l'honneur à mettre tout en œuvre pour la réalisation de l'unité africaine ».

Tout cela illustre le fort engagement historique au service de la promotion de l'intégration africaine qui a prévalu sans discontinuer au Mali depuis son accession à l'indépendance.

Avec l'avènement de l'ère démocratique, au début de la décennie 1990, on a assisté à un regain de volonté politique dans ce cadre qui s'est notamment manifesté par l'institution d'une Commission Nationale pour l'Intégration Africaine, créée par le Décret n°94-284/P-RM du 15 août 1994.

Les prérogatives et missions de cette commission ont été révisées par le Décret n°00-195/P-RM du 19 avril 2000 pour mieux les adapter à l'environnement international et africain.

I. INTRODUCTION :

The Republic of Mali has always been at the forefront of the fight for the promotion of the Pan-African ideal. Its first President co-authored the Charter of the OAU (Organization of African Unity) with his counterpart from Togo at the time and played a decisive role in all the initiatives that laid the foundations of this continental organization.

The constitutions of our country have all dedicated a specific title to this question, conceding a « total or partial abandonment of sovereignty for the realization of African unity ».

Furthermore, before assuming office, our President of the Republic must take an oath in which he solemnly and honorably commits to doing everything in his power to achieve African unity in the second part of the oath.

All this illustrates the strong historical commitment to the promotion of African integration that has continuously prevailed in Mali since its independence.

With the advent of the democratic era in the early 1990s, there has been a renewed political will in this framework, which was notably manifested by the establishment of a National Commission for African Integration, created by Decree No. 94-284/P-RM of August 15, 1994.

The prerogatives and missions of this commission were revised by Decree No. 00-195/P-RM of April 19, 2000, to better adapt them to the international and African environment.



La Commission Nationale pour l'Intégration Africaine (CNIA) est une instance composée de représentants de tous les départements ministériels, de certaines institutions de la République, des Chambres consulaires, du Barreau, des syndicats et des organisations faïtières de la société civile. Son organisation. Ses modalités de fonctionnement sont fixées par l'Arrêté n°00-2909/PM-MIA du 27 octobre 2000.

II. MISSIONS DE LA COMMISSION NATIONALE POUR L'INTÉGRATION AFRICAINE

La Commission Nationale pour l'Intégration Africaine (CNIA) est un organe consultatif. Elle est consultée sur toutes les questions relatives à l'élaboration de la politique nationale en matière d'intégration Africaine. Elle peut émettre dans ce cadre des avis et recommandations à l'intention du Gouvernement. En particulier, elle :

- Prépare les mandats les délégations maliennes aux réunions des différentes organisations d'intégration sous-régionale et régionale. Dans ce cadre, elle définit les positions nationales à adopter sur les questions inscrites à l'ordre du jour des différentes instances desdites organisations ;
- Est informée des conclusions des négociations relatives aux questions d'intégration sous-régionale et régionale ;
- Peut se saisir et peut être saisie de toute question d'intérêt national ayant rapport avec les questions d'intégration sous-régionale et régionale ;
- Organise, en vue de la promotion d'une culture de l'unité africaine, des concertations et manifestations avec les communautés africaines résidant au Mali ;
- Assure le suivi et procède à l'évaluation périodique de l'exécution des engagements souscrits par le Mali dans le domaine de l'intégration sous-régionale et régionale et, le cas échéant, identifie les mesures correctives à mettre en œuvre ;
- Propose toutes mesures susceptibles d'accélérer le processus d'intégration africaine.

La CNIA est essentiellement animée par un Secrétariat Général dirigé par un Délégué Général et qui comporte cinq départements techniques :

- Questions commerciales, douanières et économiques,
- Questions économiques et financières ;

The National Commission for African Integration (CNIA) is a body composed of representatives from all ministerial departments, certain institutions of the Republic, consular chambers, the Bar Association, trade unions, and umbrella organizations of civil society. Its organization and operational procedures are determined by Order No. 00-2909/PM-MIA of October 27, 2000.

II. MISSIONS OF THE NATIONAL COMMISSION FOR AFRICAN INTEGRATION

The National Commission for African Integration (CNIA) is an advisory body. It is consulted on all matters related to the development of national policy on African integration. It may issue opinions and recommendations to the Government in this regard. In particular, it:

- *Prepares the mandates for Malian delegations to meetings of various sub-regional and regional integration organizations. In this context, it defines the national positions to be adopted on the agenda items of these organizations.*
- *Is informed of the conclusions of negotiations relating to sub-regional and regional integration issues.*
- *May initiate and be seized of any matter of national interest related to sub-regional and regional integration issues.*
- *Organizes consultations and events with African communities residing in Mali, aiming to promote a culture of African unity.*
- *Monitors and periodically evaluates the implementation of commitments undertaken by Mali in the field of sub-regional and regional integration, and, if necessary, identifies corrective measures to be implemented.*
- *Proposes any measures likely to accelerate the process of African integration.*

The CNIA is primarily animated by a General Secretariat headed by a Delegate General and consists of five technical departments:

- *Trade, customs, and economic issues.*
- *Economic and financial issues.*
- *Studies and projects.*
- *Legal and general affairs.*



- Etudes et projets ;
- Affaires juridiques et générales ;
- Questions politiques et de sécurité régionale.

Le Délégué Général et les Chefs de département ont respectivement rang de Secrétaire Général et de conseillers techniques d'un ministère.

Le Délégué Général prépare les réunions de la CNIA et en établit les comptes rendus. Il est, en outre, chargé de :

- Veiller à la mise en œuvre de la politique d'intégration économique dans le cadre des organismes d'intégration sous-régionale et régionale ;
- Mettre en œuvre toute mesure susceptible d'accélérer le processus d'intégration africaine ;
- Œuvrer à la promotion d'une culture de l'unité africaine par des actions d'information, de sensibilisation et de formation ;
- Participer à la gestion commune des frontières ;
- Participer à la prévention et au règlement des conflits en Afrique en liaison avec les autres départements ministériels ;
- Organiser les concertations et manifestations avec les communautés africaines résidant au Mali.

Par ailleurs, le Secrétariat Général de la Commission nationale pour l'Intégration Africaine exerce également les missions assignées aux Bureaux nationaux de la CEDEAO. A ce titre, il assure la promotion des activités de la CEDEAO dans l'Etat concerné. Spécifiquement, il est chargé notamment :

- d'associer et d'impliquer toutes les parties prenantes nationales à l'échelle gouvernementale (ministères, administration, etc.) et non-gouvernementale (acteurs non étatiques, secteur privé, société civile, etc.) sur toutes les questions d'intégration et de développement régional ;
- de contribuer à la visibilité de la CEDEAO au plan national et de faciliter l'appropriation des programmes régionaux ;
- de servir d'interface entre les différentes parties prenantes susvisées et les différentes institutions de la Communauté notamment la Commission de la CEDEAO ;
- de faciliter la prise en compte de la dimension régionale dans les différentes politiques nationales ;
- de coordonner, de faciliter et d'assurer, sous la su-

- *Political and regional security issues.*

The Delegate General and the Heads of Departments hold the rank of Secretary General and technical advisors of a ministry, respectively.

The Delegate General prepares the CNIA meetings and establishes the minutes. Furthermore, he is responsible for:

- *Ensuring the implementation of economic integration policy within the framework of sub-regional and regional integration bodies.*
- *Implementing any measure likely to accelerate the process of African integration.*
- *Working towards promoting a culture of African unity through information, awareness, and training actions.*
- *Participating in the joint management of borders.*
- *Participating in the prevention and resolution of conflicts in Africa together with other ministerial departments.*
- *Organizing consultations and events with African communities residing in Mali.*

Moreover, the General Secretariat of the National Commission for African Integration also carries out the missions assigned to the national offices of ECOWAS (Economic Community of West African States). In this capacity, it ensures the promotion of ECOWAS activities in the respective country. Specifically, it's responsible for :

- *Involving and engaging all national stakeholders at the governmental level (ministries, administration, etc.) and non-governmental level (non-state actors, private sector, civil society, etc.) in all matters of integration and regional development.*
- *Contributing to the visibility of ECOWAS at the national level and facilitating the ownership of regional programs.*
- *Serving as an interface between the aforementioned stakeholders and various institutions of the Community, notably the ECOWAS Commission.*
- *Facilitating the consideration of the regional dimension in various national policies.*



CEDEAO / ECOWAS

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CONNAITRE LA CEDEAO

pervision du Ministère de tutelle, le suivi de la mise en œuvre des programmes de la CEDEAO au niveau national.

Les principes directeurs du Bureau national de la CEDEAO est : Responsabilité – Efficacité – Continuité – Autonomie – Transparence.

- *Coordinating, facilitating, and ensuring, under the supervision of the supervisory ministry, the monitoring of the implementation of ECOWAS programs at the national level.*

The guiding principles of the national office of ECOWAS are: Responsibility – Efficiency – Continuity – Autonomy – Transparency.





Réunion des experts du Comité Ministériel ad hoc sur la construction du nouveau siège des institutions de la CEDEAO à Abuja

Meeting at the Experts Level of the Ad Hoc Ministerial Committee on the Construction of the New ECOWAS Community Institutions Headquarters Held In Abuja



Les experts du comité ad hoc sur la construction du nouveau siège des institutions de la CEDEAO se réunissent à Abuja au Nigeria du 11 au 12 avril 2023. Le but de la réunion est d'adopter le plan de construction approuvé et discuter de l'avancement des travaux sur le chantier. La réunion se tient au siège de la Commission de la CEDEAO à Abuja, au Nigeria, avec des participants venus de la République du Bénin, de la République fédérale du Nigeria, de la République du Sénégal, de la République de Sierra Leone et de la République du Togo. Le Président du comité ministériel ad hoc, S.E l'ambassadeur Yakubu A. Dadu, a souhaité la bienvenue aux participants venus des États membres, notant que la dernière réunion du comité a eu lieu en mai 2019. Plusieurs défis économiques et sanitaires dont la pandémie de COVID-19 ont empêché le groupe de se réunir, a-t-il indiqué. Il a félicité le comité pour son rôle dans la cérémonie de pose de la première pierre du nou-

Abuja, Nigeria, April 11, 2023. The Ad Hoc Committee of Experts on the Construction of the New Headquarters of the ECOWAS Community Institutions meets in Abuja, Nigeria, from 11th to 12th April 2023, to adopt the approved construction plan as well as discuss the progress of the on-site works. The meeting is held at the headquarters of the ECOWAS Commission in Abuja, Nigeria, with participants from the Republic of Benin, the Federal Republic of Nigeria, the Republic of Senegal, the Republic of Sierra Leone, and the Republic of Togo.

The Chairperson of the Ad Hoc Experts Committee, H.E Ambassador Yakubu A. Dadu, welcomed participants from Member States to the meeting noting that the last meeting of the Ad Hoc Committee was in May 2019 as several economic and health chal-



veau siège organisée en décembre 2022 par la Commission de la CEDEAO et les Chefs d'État de la région. Il a remercié la République de Chine pour son appui financier et technique et traduit sa reconnaissance à la République fédérale du Nigéria pour les approbations et les mesures dérogatoires accordées à l'entrepreneur chinois chargé de l'exécution du projet. Il a rassuré la communauté que tous les efforts seront conjugués pour assurer la mise en œuvre rapide du projet conformément au calendrier proposé.

Dans son allocution, le Directeur de l'administration et des Services généraux de la Commission de la CEDEAO, M. Seydou Kassory Mohamed Bangoura, a déclaré que la réunion marque une étape importante dans la réalisation du rêve de doter la Communauté d'un environnement de travail moderne et propice qui améliorera la productivité du personnel et réduira les dépenses liées à l'utilisation des différents bâtiments à usage de bureaux à Abuja, au Nigeria. M. Bangura a noté que l'apparition de la pandémie de COVID-19 a occasionné un ralentissement dans l'implication du comité dans le projet de construction. Toutefois, il indique que l'expertise et les fonctions de supervision du comité restent nécessaires puisque les travaux de fondations du bâtiment ne font que commencer. Il a déclaré que le plan architectural approuvé du bâtiment et le calendrier des travaux seront présentés au comité après la visite du chantier comme contributions à leur rapport d'avancement de la construction. L'ordre du jour de la réunion ministérielle du 12 avril 2023 sera basé sur le rapport final de la réunion des experts.

Réunion spéciale de la Task Force sur le Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO. Du 3 au 5 avril 2023 s'est tenue à Lomé, au Togo, une réunion spéciale de la Task Force sur le Schéma de Libération des Echanges (SLE) de la CEDEAO. Outre le Président de la Task Force, Dr Mohamed Ibn Chambas, ont participé à cette réunion, les structures et personnes ressources dont des représentants de l'Association Ouest Africaine du Commerce transfrontalier des Produits Alimentaires, Agro-pastoraux et Halieutiques (AOCTAH).

La cérémonie d'ouverture de la réunion a été présidée par le Dr Mohamed Ibn Chambas, Président de la Task Force sur le SLE de la CEDEAO avec à ses côtés les éminents membres de cet organe Ad'hoc, un représentant de la Représentation Permanente de la CEDEAO du Togo et le Directeur de l'Union Douanière et de la Fiscalité de la Commission de la CEDEAO, M. Salifou Tiemtoré

lenges particularly COVID prevented the group from meeting. Ambassador Dadu praised the committee for their role in the ground-breaking ceremony of the New Headquarters held in December 2022 by the ECOWAS Commission and the Heads of State of the region. He thanked the Republic of China for their financial and technical support and the Federal Republic of Nigeria for their approvals and waivers to the project's Chinese contractor. He reassured the ECOWAS Community that all hands are on deck to ensure the speedy delivery of the project in line with the proposed timeline.

In his remarks, the Director of Administration and General Services, ECOWAS Commission, Mr Seydou Kassory Mohamed Bangoura, said the meeting marks an important step in actualizing the dream of providing the Community with a modern and conducive work environment that will improve the productivity of staff and reduce the expenditure associated with the use of various office buildings in Abuja, Nigeria. Mr Bangura noted that the outbreak of the COVID pandemic brought a temporary halt to the involvement of the committee in the building construction project but the expertise and supervisory functions of the committee are needed now since the construction of the building foundation is just starting. He stated that the approved building design and work schedule will be presented to the committee after the visitation to the construction site as inputs into their construction progress report.

The agenda of the Ministerial Level Meeting on 12 April 2023, will be based on the final report of the Experts Level Meeting.





RECRUTEMENTS A LA CEDEAO

Créée le 28 mai 1975, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est une organisation régionale intergouvernementale regroupant les quinze (15) Etats membres suivants : le Bénin, le Burkina, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son Siège social est à Abuja, Nigeria et les langues de travail sont : l'anglais, le français et le portugais

En vue d'une mise en œuvre efficace de leurs programmes sectoriels, les Institutions et Agences spécialisées de la CEDEAO dont la Cour de Justice de la Communauté, le Parlement, l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) et le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent (GIABA) cherchent à recruter des candidat(e)s capables, qualifié(e)s et ressortissants des Etats-Membres de la CEDEAO, dans les domaines suivants :

Administration Générale, Conférences, Finance; Gestion des Ressources Humaines, Politiques Macroéconomiques, Recherche Economique, Infrastructure,

- Commerce, Douanes, Libre Circulation, Industrie et Promotion du Secteur Privé
- Agriculture, Environnement, Ressources naturelles, Santé, Santé animale
- Affaires Politiques, Paix, Sécurité, Affaires Sociales et Genre
- Education, Science et Culture, Développement de la Jeunesse et du Sport
- Télécommunications et Technologies de l'Information
- Blanchiment d'Argent et financement du terrorisme

- Relations internationales / Diplomatie, Affaires juridiques
- Suivi et évaluation, Gestion stratégique, Planification stratégique
- Mines, Énergie, énergies renouvelables, efficacité énergétique
- Audit interne.

Les personnes souhaitant faire acte de candidature à un/des postes sont priées de bien vouloir visiter régulièrement le site web de la CEDEAO, www.ecowas.int où les postes seront progressivement publiés et suivre les étapes ci-après :

Télécharger le formulaire de candidature en cliquant sur le lien entre parenthèses (JOB APPLICATION FORM) et le remplir convenablement;

Joindre le Curriculum Vitae (CV) et une lettre de motivation

Envoyer l'ensemble de ces documents à l'adresse électronique indiquée pour le poste choisi.

Les potentiels candidats doivent avoir moins de 50 ans. Les candidatures féminines sont encouragées. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. Les candidatures initialement soumises avec uniquement le CV restent valides.

LA CEDEAO NE PERÇOIT PAS DE FRAIS DE RECRUTEMENT ET NE VOUS DEMANDERA PAS VOS COORDONNÉES BANCAIRES.



ECOWAS CAREERS

Created on 28 May 1975, the Economic Community of West African States (ECOWAS) is a regional intergovernmental organization formed by the following fifteen (15) Member States: Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Côte d'Ivoire, The Gambia, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone and Togo. Its Headquarters is in Abuja, Nigeria and its official working languages are: English, French and Portuguese

In order to ensure an effective implementation of its sectoral programmes, ECOWAS specialized agencies and institutions including the Community Court of Justice, the ECOWAS Parliament, the West African Health Organization (WAHO) and the Intergovernmental Action Group against Money Laundering (GIABA) wishes to recruit qualified and capable, national candidates from ECOWAS Member States in the following areas:

- General Administration, Conferences, Finance; Human Resources Management,
- Macroeconomic policies, Economic Research, Infrastructure,
- Trade, Customs, Free Movement, Industry and Promotion of the Private Sector
- Agriculture, Environment, Natural Resources, Health, Animal Health
- Political Affairs, Peace, Security, Social Affairs and Gender
- Education, Science and Culture, Youth and Sport Development
- Telecommunications and Information Technologies

- Money Laundering and Terrorism Financing
- International Relations, Diplomacy, Legal Affairs
- Monitoring and evaluation, Strategic management, Strategic planning
- Mining, Energy, Renewable Energy, Energy Efficiency
- Internal audit.

Applicants are kindly requested to visit the ECOWAS website regularly, www.ecowas.int, where the positions will be published regularly and apply as follows:

Download the application form by clicking on the link in parentheses (JOB APPLICATION FORM) and fill it out correctly;

Attach a Curriculum Vitae (CV) and a motivation letter;

Send all the above mentioned documents to the related e-mail addresses.

Potential candidates must be under 50 years of age. Female applications are encouraged. Only shortlisted candidates will be contacted. Applications initially submitted with only the CV remain acceptable.

ECOWAS DOES NOT CHARGE A FEE FOR RECRUITMENT AND WILL NOT REQUEST FOR YOUR ACCOUNT DETAILS.



CEDEAO





CEDEAO | ECOWAS

REPRÉSENTATION DE LA CEDEAO AU MALI



**COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE
DES ETATS DE L'AFRIQUE
DE L'OUEST**